



**C**ERCLE INTERNATIONAL  
POUR LA PROMOTION DE LA CREATION

# Rapport d'Activités



**2004**

---

*La promotion humaine va de pair  
avec la promotion de l'environnement*

*Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE), ONG d'obédience chrétienne et de droit camerounais, est né dans les années 90, dans une Afrique en pleine effervescence démocratique mais profondément marquée par une crise sociale, morale, économique, culturelle, spirituelle et environnementale. Dès ses débuts, le CIPCRE s'est donné pour mission d'amener les populations, hommes et femmes, à prendre en charge leur propre développement en relation avec la problématique écologique prise dans un sens large. La volonté étant ainsi de contribuer à la construction en Afrique d'une société fondée sur les valeurs évangéliques, c'est-à-dire une société démocratique, juste, équitable, humaine, saine et verte.*

*Dans sa zone d'intervention, qui couvre l'Afrique Centrale et Occidentale, à travers les deux Directions Nationales au Cameroun et au Bénin, le CIPCRE s'est rapidement lancé dans des pratiques sociales touchant le monde rural, le monde urbain, l'univers scolaire et universitaire, les milieux religieux, bref tous les lieux susceptibles de faire incarner «l'écologie» en tant que promotion de la vie dans sa globalité. Depuis peu, il s'est également investi dans la lutte contre la fracture numérique entre le Nord et le Sud à travers wagne.net.*

## **RAPPORT 2004**

### **Directeur de Publication :**

- Jean-Blaise KENMOGNE

### **Rédacteur en Chef :**

- Eugène FONSSI

### **Ont collaboré à cette publication :**

- Samuel SOFFO  
- Férencide MASSA  
- Mary MBAFOR  
- Mirabelle DAMTSE  
- Roger KOUAM  
- Lazare NALOUSSI DIESSE  
- Bertin TAKOUTSING  
- Remy ABBO  
- Anne Marie SOB  
- Annie Laure CORDIER  
- Alphonse AZEBAZE  
- Elidja ZOSSOU  
- Paulin Jéсутin DOSSOU  
- Barka Chabi  
GUENOUKPA  
- Sabine TOUNGAKOUAGOU

### **Mise en ligne :**

Remy ABBO

### **Secrétariat :**

- Virginie Cécile  
SONEGUENG

**Imprimerie : SAM/ 714 04 98**

## **SOMMAIRE**

<i>Contexte général d'intervention.....</i>	<i>1</i>
<i>Promotion des initiatives locales de développement .....</i>	<i>2</i>
<i>Communication pour le développement .....</i>	<i>11</i>
<i>L'éducation à l'environnement en milieu scolaire .....</i>	<i>17</i>
<i>Foi et action sociale .....</i>	<i>21</i>
<i>Genre et développement .....</i>	<i>24</i>
<i>Nos stratégies et nos ressources .....</i>	<i>26</i>
<i>Pour conclure .....</i>	<i>32</i>

# Contexte général d'intervention

Le contexte global d'intervention du CIPCRE en cette année 2004 reste marqué par des problèmes multiformes tant aux plans environnemental, socio-politique qu'économique.

Au plan environnemental, les villes ont connu un envahissement spectaculaire d'objets en fin de cycle en provenance de l'Occident : des réfrigérateurs, des cuisinières et des fours à micro-ondes, mais aussi des aspirateurs, des mixeurs, des lave-linge, du matériel Hi-fi, des fers à repasser, des ordinateurs, des valises, des téléviseurs et des ventilateurs. La plupart des composants électroniques, chimiques ou gazeux de ces appareils ayant dépassé leur durée de vie normale, ont développé une radio activité nocive pour l'homme et son environnement. La pollution par les ateliers de menuiserie métallique et les garages a pris de l'ampleur avec notamment, des déversements sans précaution des huiles de moteurs près des cours d'eau. La prolifération des déchets hospitaliers et paramédicaux a persisté, les établissements qui les produisent ne disposant pas de moyens adéquats de traitement. L'absence d'hygiène et de salubrité dans les quartiers non aménagés a fait se développer des épidémies à l'instar du choléra dans les villes camerounaises de Foubot et de Mbouda.

Avec l'importation massive des motos, un désordre indescriptible s'est installé dans les rues. La violation du code de la route s'est intensifiée. Les accidents de la circulation se sont multipliés ; la pollution par les gaz d'échappement a augmenté avec toutes les conséquences imaginables : recrudescence des cas de bronchites, de rhinites, de sinusites, de pharyngites et de rhumes en tous genres.

Des remous sociaux ont été enregistrés ici et là. Au Cameroun, de plus en plus de mécontents sont descendus dans la rue pour pro-

tester contre les délestages, les coupures d'eau et les augmentations intempestives des prix des carburants. Au Bénin, la rentrée scolaire a été fortement troublée par des mouvements de grève dans les écoles. Les instituteurs vacataires (IVAC) du Cameroun ont aussi, de temps à autre, fait entendre leurs revendications.

Les pouvoirs publics au Bénin comme au Cameroun, ont poursuivi la réflexion et l'action tendant à l'effectivité de la décentralisation à travers l'élaboration des plans d'action de développement communal. Mais au Cameroun, les municipalités ont été, pour la plupart, sans moyens adéquats pour assurer les nombreux services qui leur incombent.

Sur le plan économique, le taux de croissance de l'économie, bien que de 4,8 % n'a pas pu masquer, dans le cadre de l'exécution du budget, la baisse des recettes et la hausse des dépenses, ce qui n'a pas permis à ce pays de franchir le point d'achèvement de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPTE).

Dans ce contexte traversé par des difficultés de toutes sortes, quelques acteurs ont émergé pour porter au loin la voix des «sans-voix». C'est ainsi que l'Association Citoyenne pour la Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC) et le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) ont mené une campagne vigoureuse contre l'importation massive des poulets congelés. Des organismes et associations soucieux de l'assainissement urbain se sont imposés dans la sphère de la gouvernance locale en menant dans des centres urbains des actions fort appréciées.

A l'instar de ces structures, le CIPCRE s'est employé à apporter en 2004 sa contribution à la construction d'un développement durable dans sa zone d'intervention.

# Promotion des initiatives locales de développement

*Le développement, pour être durable, doit partir de la base et viser à servir les intérêts de la base. C'est pourquoi au Cameroun et au Bénin, nous appuyons les initiatives locales de développement depuis notre création. En 2004, nous n'avons pas dérogé à cette pratique de promotion d'un développement intégré et durable.*

Au Bénin comme au Cameroun, nous avons accompagné nos partenaires dans la conservation et la culture des plantes médicinales, la promotion de l'agriculture durable et la lutte antiérosive, la promotion du reboisement, l'assainissement du cadre de vie des populations et la promotion de leurs initiatives de développement.

## Conservation de la biodiversité

En vue de promouvoir la conservation de 02 espèces et la culture de 40 espèces de plantes médicinales au profit de 1000 personnes dont 60% de femmes, nous avons organisé de 3 sessions de formation et un voyage d'échange au profit des paysans de Bangang, 3 séances de sensibilisation à Mbouda, Bafoussam et Bansoa et une visite de suivi auprès de 8 paysans pilotes ; vulgarisé la culture du *Prunus Africana* ; apporté un appui technique et matériel aux paysans pilotes pour le développe-

ment de 07 jardins ; participé à 4 espaces de promotion à Bahouan, au Lycée Technique de Bafoussam, à Bafang et à Yaoundé et un appui à la mise en place de 02 jardins de plantes médicinales dans les villages Bangang et Badenkop.

Les activités menées ont permis de sensibiliser 3000 personnes dont 49% de femmes. Elles ont également permis que 250 personnes soient acquises à la conservation des plantes médicinales. Les personnes touchées au cours des activités ont témoigné leur intérêt pour les plantes médicinales par l'achat de 186 brochures, 2 749 sachets de tisane, 859 plants médicinaux, 520 fiches d'informations et en participant aux frais des formations. Grâce aux sensibilisations, le Chef Supérieur Badenkop a créé en guise d'exemple et de démonstration pour sa population une parcelle d'Aloe Vera. La visite d'échange a été une occasion très intéressante pour les paysan(nes) de renforcer leurs connaissances sur la culture et l'utilisation des plantes médicinales, de découvrir un certain nombre de plantes médicinales, d'avoir une bonne idée de ce que peut être un jardin de plantes médicinales. A la suite de cette visite, 36 personnes dont 27 femmes et 10 paysan(nes) pilotes ont été formées sur les techniques de gestion, de récolte et de conditionnement des plantes médicinales. 26 (vingt six) jardins avec une moyenne de 9 espèces de plantes médicinales ont été créés par les apprenants. Les paysan(ne)s pilotes ont amélioré leur production de tisanes d'environ 130%



*Sensibilisation sur la culture et l'utilisation des plantes médicinales à Bansoa*

Dans le Nord-Ouest, nous avons organisé un atelier de réflexion sur la promotion des plantes médicinales dans le cadre des «*Politiques et stratégies pour la réduction de la pauvreté et la conservation de la biodiversité*»

pour 25 personnes dont 12 femmes. Nous avons formé 53 personnes dont 36 femmes sur la culture écologique des plantes médicinales.

L'accompagnement des paysans pilotes et GIC au cours de l'année a consisté en des appuis techniques et matériels pour la production, le conditionnement et la commercialisation des plantes médicinales et condimentaires et pour la production des plants d'espèces d'arbres fruitiers locaux. Nous avons continué l'identification des espèces de plantes condimentaires avec un accent sur les techniques de propagation liées à chaque espèce identifiée. Le dépliant sur les plantes médicinales a été finalisé. Près de 335 personnes dont 55 % de femmes ont contribué à la conservation de la biodiversité à travers la promotion des espèces de plantes médicinales et condimentaires et d'arbres fruitiers locaux.

Grâce aux appuis apportés et aux formations organisées, certains paysans et paysannes formés et accompagnés ont amélioré la capacité de production de leurs jardins de plantes médicinales et la qualité de leurs produits, ce qui leur a permis d'augmenter le niveau de leurs revenus à travers des ventes plus importantes de tisanes et de plants. Des témoignages recueillis auprès des paysans et paysannes pilotes, il ressort que la demande en tisanes et plants a nettement augmenté en raison de l'accès sélectif aux soins dans les centres de santé. D'autres paysans et paysannes ont créé de nouveaux jardins dans lesquels *Prunus Africana*, espèce menacée de disparition, occupe une place prépondérante. *Prunus Africana* est une espèce très exploitée de façon industrielle et artisanale grâce à ses vertus reconnues pour le traitement du cancer de la prostate. La régénération artificielle du kotalier, espèce à grande valeur culturelle et économique, qui a été abandonnée depuis plusieurs décennies est aujourd'hui rendue possible grâce à la vulgarisation de la technique de marcottage des arbres fruitiers locaux dans notre zone d'intervention.

### **Methodes durables de gestion des exploitations agricoles**

Dans l'optique d'encourager l'adoption des méthodes durables de gestion des exploitations agricoles, diverses activités ont été menées. C'est ainsi que dans la promotion de la domestication, trois sessions de formation ayant pour thèmes, *gestion du parc à bois*, *techniques de marcottage et techniques de bouturage des arbres locaux* ont été organisées à l'intention des paysans et paysannes. Des appuis en petits matériels, en conseils lors des



*Bandes anti-érosives avec vétiver*

diverses rencontres ont été apportés aux 02 GIC qui s'emploient à vulgariser cette méthode de diffusion de l'agroforesterie à Bandjoun et Bansa. Pour ce qui est des autres pratiques agroforestières, 24 personnes (dont 8 femmes) ont été formées à Bamendjo sur les techniques d'extraction et de conditionnement du miel et de la cire. A leur demande, des paysans et paysannes de Bamendjing ont été accompagnés dans la planification de leur projet d'aménagement du mont Junefong. Des voyages de prospection ont été organisés en direction des zones susceptibles d'accueillir favorablement ces méthodes agricoles durables. Cela a été le cas à Foubot pour ce qui est des techniques de domestication des fruitiers locaux et à Batié pour ce qui concerne la lutte anti-érosive et l'installation des parcelles agroforestières.

Au total, 51 paysans (dont 20 femmes) ont sollicité et obtenu des sessions de formation ayant pour thèmes les techniques de marcottage et bouturage, d'une part et d'autre part, la récolte et le conditionnement du miel et de la cire. Cette sollicitation témoigne de l'intérêt de plus en plus grand des bénéficiaires pour ces méthodes qu'ils trouvent plus adaptés à leur contexte. Les GIC oeuvrant dans la domestication ont reçu des commandes de plants d'arbres marcottés du PAFRA pour une valeur monétaire près de 1 750 000 Fcfa. Ces arbres, à cause de leurs caractéristiques, sont acceptés plus aisément dans les systèmes agricoles. La vulgarisation des espèces ligneuses mellifères prend de l'ampleur dans la région de Bamendjo. En effet, à la suite de la première récolte (près de 264 litres de miel), les apiculteurs et apicultrices ont accru le nombre de leurs ruches de l'ordre de 43 % (passant de 49 à 86 unités). La conséquence immédiate est la forte demande en plants d'arbres mellifères (près de 6 000) au sein de cette communauté. Une soixantaine d'exploitants (hommes et femmes) des versants de la colline Junefong

à Bamendjing ont identifié et aménagé des sites pour la création des pépinières d'espèces agroforestières pour une capacité estimée à 100 000 plants par an, l'objet étant de lancer une vaste opération d'installation des bandes anti-érosives à base de légumineuses et du vétiver. Dans les communautés de Baïgom (par Foubot) et Batié, une dizaine de paysans et paysannes ont été identifiés pour l'extension des activités de promotion de la domestication et de la lutte anti-érosive dans ces 2 localités.

Dans le Nord-Ouest, 3 sessions de formation des paysans et paysannes sur les techniques de fertilisation des sols par le système de parage nocturne de bœufs (NPMFS), l'amélioration de la fertilité des sols et de la lutte anti-érosive par les légumineuses et la formation sur les risques d'utilisation des pesticides et engrais chimiques. Nous avons apporté des appuis techniques et matériels pour l'installation de six parcelles d'agroforesterie et fait le suivi dans les parcelles de NPMFS. 31 personnes dont 15 femmes ont pris part à la troisième session de formation, 75 personnes dont 30 femmes à la deuxième et à la première. Des sessions de restitution ont été organisées par des paysans multiplicateurs à la demande des populations d'Oku et de Pinyin.

Nous avons organisé une formation sur les techniques de pépinière, appuyé la production et la plantation des arbres à Bahouan, Bamenyam et Bati. Nous avons aussi procédé à diverses visites de suivi de reboisement à Bamenyam et à Bati. Enfin, nous avons appuyé une initiative de reboisement.

### **Prévention des perturbations climatiques**

Les capacités de 35 pépiniéristes dont 12 femmes ont été renforcées, à travers la formation et l'appui en petits matériels. Près de 17 000 plants d'arbres ont été produits dans les pépinières villageoises de Bahouan, Bandjoun, Bassossia et Bamenyam. De cette production, environ 14 000 ont été, soit directement plantés par les membres des communautés, soit par les pépiniéristes ou vendus pour exploitation dans les parcelles agricoles et les espaces verts de divers départements. Les autorités traditionnelles de 8 villages des départements des Bamboutos, Hauts Plateaux et Koug Khi ont été, par ces actions, sensibilisées sur le rôle des reboisements dans la prévention des perturbations climatiques perceptibles dans la région.

Dans le Nord-Ouest, nous avons accompagné les populations dans le suivi et la planta-

tion de 3100 arbres dans les bassins versants de Ngondzen et de Dzeng, accompagné les pépiniéristes dans le processus de production et de commercialisation des plants et élaboré deux manuels dont l'un sur les techniques de gestion des pépinières communautaires et l'autre sur l'évaluation de l'utilité des arbres indigènes et locaux pour l'agroforesterie. Nous avons également apporté des appuis techniques à dix (10) pépinières communautaires pour la commercialisation de leurs plants.

Environ 732 personnes (hommes et femmes) dans six communautés ont été impliquées dans l'entretien des surfaces reboisées et la protection des bassins versants. Douze groupes d'initiatives communes de pépiniéristes ont produit des plants dont la vente a généré des revenus additionnels pour les membres. Les activités agricoles et pastorales ont considérablement diminué dans les bassins versants qui ont été reboisées, ce qui présage pour l'année prochaine d'une augmentation du débit des sources d'eau qui alimentent les communautés impliquées dans le programme en eau potable.

### **Assainissement de la cité capitale de l'Ouest**

Tout au long de l'année, nous avons régulièrement apporté des appuis techniques et financiers à cinq GIC de composteurs de Bafoussam. Outre les apports matériels contractuels, il a été question d'organiser des rencontres de concertation des Délégués des GIC soutenus ; l'appui a aussi consisté en la préparation et l'exécution de 15 séances de sensibilisation des populations des quartiers desservis ; en plus de l'atelier de planification des activités, 02 sessions d'auto-évaluation des activités des GIC ont été facilitées. Un appui permanent a été apporté aux GIC dans le cadre de l'exécution de leurs micro-projets d'assainissement soutenus par PACDDU et Guinness (pour le cas de GICCOKO). Ceci s'est traduit non seulement par l'assistance et l'accompagnement du montage des projets, mais aussi par la préparation et l'exécution des activités. La mise en relation avec les associations de quartiers et les autorités municipales a été régulièrement menée. Environ 323 ménages participent financièrement à l'enlèvement de leurs ordures ménagères par les GIC de composteurs dans 4 quartiers. Dans 3 quartiers de la ville de Bafoussam, 30 personnes dont 15 femmes déléguées par 13 associations de développement locales prennent activement part aux rencontres de planification des activités de sensibilisation, de formation et de collecte des ordures ménagères par les GIC ; près



*Sensibilisation sur la gestion des ordures ménagères*

de 130 ménages ont été formés aux techniques de compostage à domicile, et déjà 10 parmi ceux-ci le pratiquent. Environ 1540 ménages et près de 1 500 élèves de l'enseignement primaire ont été sensibilisés sur les alternatives durables de gestion des ordures ménagères.

Près de 327 tonnes d'ordures ménagères ont été traitées par les GIC avec la collaboration des chefs de quartiers, de la Commune Urbaine de Bafoussam, du PACDDU et de Guinness (ponctuellement). Les rapports entre les GIC et les Institutions se sont renforcés et ouvrent d'énormes perspectives en terme d'appui potentiel. Les GIC ont monté des projets en direction d'autres guichets de financement. Les GIC sont sollicités pour des tâches ponctuelles d'assainissement par la Commune Urbaine de Bafoussam et des particuliers. Ces sollicitations leur ont permis de diversifier leurs activités génératrices de revenus et de mobiliser 850 000 F CFA. A leur demande, près de 150 personnes de diverses localités (parfois en dehors des limites de la Province) ont été formées par les GIC de composteurs à (Dschang, Bangang, Eséka, Douala et Mbouda) sur les techniques de compostage.

### **Appuis aux artisans**

Au Bénin, nous avons apporté des appuis multiformes aux artisans aussi bien dans l'amélioration de leurs cadres et conditions de travail, les sorties et l'éducation écologique que l'éducation à la santé et citoyenneté, la promotion d'une gestion rationnelle des rebuts métalliques et ultimes et le renforcement de leurs capacités en marketing et/ou en techniques de production. Nous avons ainsi suivi les cours d'alphabétisation fonctionnelle des artisans en langue *Gun* à travers l'animation de trois centres. Quant à l'alphabétisation fon-

tionnelle des apprentis en langue française, il a été organisé, après leur recensement, des rencontres avec les patrons et des visites au niveau des structures publiques et privées appuyant les activités d'alphabétisation en vue de déterminer la procédure de réalisation de ladite activité. A titre pilote, les inscriptions ont été lancées pour les apprentis exerçant à Porto-Novo et ont permis de démarrer les cours le 1<sup>er</sup> septembre avec 27 apprentis (et 4 patrons qui ont tenu à suivre les cours). L'enseignement était dispensé par un instituteur en poste au Complexe Scolaire Protestant d'Adjégonlé à Porto-Novo.

L'animation individuelle des artisans a consisté à établir la situation de chaque artisan en matière de cadre de vie, d'hygiène et de sécurité de travail et de l'entretenir sur les préoccupations qu'il juge intéressantes et à partir desquelles son projet personnalisé est élaboré avec, à la clé, un calendrier d'animation. Au total, 25 projets écologiques ont été élaborés.

Des artisans ayant été accompagnés dans l'élaboration des projets écologiques personnalisés ont été animés sur divers thèmes. Il s'est agi au cours de l'animation, de dégager les causes, les manifestations et les conséquences de la situation déplorée et les approches de solutions pour y remédier. La solution retenue est devenue un projet pour la réalisation duquel des ressources ont été mobilisées.

Au mois de juin, nous avons organisé une série de trois sorties écologiques au bénéfice des artisans. La méthodologie a consisté à identifier les sites environnementaux problématiques dans chacune de trois communes (Akpro-Misséré, Adjara et Porto-Novo) ; à visiter les sites à l'avance pour préparer le terrain et enfin y conduire les artisans.

Les artisans ressortissants de chaque commune, au début de la sortie, ont été entretenus théoriquement sur le profil environnemental de leur commune à l'aide des cartes de terroir avant de descendre sur le terrain pour visiter certains sites sur lesquels les explications sont données aussi bien par les riverains que par les spécialistes chargés de l'animation de la sortie. Enfin, au terme de la randonnée écologique, il a été tenu une séance synthèse. Au total, 110 artisans ont pris part à l'ensemble des 3 sorties.

Pour assurer une éducation écologique de qualité aux apprentis, nous avons commis deux consultants pour élaborer un manuel écologique. Cet ouvrage a été validé par divers autres



acteurs intervenant en matière d'éducation, d'artisanat et d'environnement avec à la clé, des supports iconographiques. Les 113 apprentis dénombrés en début d'année ont été répartis en 6 groupes pour suivre les cours dans 4 centres identifiés pour la circonstance. Des cours ont été dispensés sur 9 des 14 thèmes développés dans le manuel.

L'éducation à la santé et à la citoyenneté s'est déployée surtout de cinq séances d'information :

- **La séance sur la mutuelle de sécurité sociale** qui a connu la participation de 111 artisans. Animée par 3 membres du Bureau du Conseil d'Administration de la Mutuelle de Cotonou, cette séance a permis aux artisans d'être informés sur les avantages et les modalités d'adhésion ou de constitution d'une mutuelle de sécurité sociale.

- **La séance d'information, d'éducation et de communication (IEC) sur le paludisme** : elle a connu la participation de 135 personnes dont 43 femmes d'artisans. Initialement demandée par les fondateurs, elle s'est étendue à tous les artisans et leurs épouses qui ont été plus éclairées sur l'étiologie, les manifestations, les modes de contagion et les moyens de protection de ce mal des régions tropicales. Animée par l'équipe spécialisée de la Direction Départementale de la Santé de l'Ouémé et du Plateau, la séance s'est concrétisée par la vente promotionnelle d'une centaine de moustiquaires imprégnés.

- **La séance d'information, d'éducation et de communication (IRC) sur le VIH-SIDA suivie de dépistage volontaire** : animée par une équipe du Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS), elle a connu la participation de 91 artisans et épouses absents à la séance de juillet 2003. Ensuite, l'ensemble des partenaires s'est prêté au test sérologique VIH/SIDA pour 131 artisans et épouses. Le seul cas de séropositif é été orienté vers l'ONG SIDACTION pour sa prise en charge.

- **La séance sur «Cadres institutionnel et législatif et réglementaire de l'Artisanat au Bénin»** au cours de laquelle 69 artisans ont été entretenus sur les enjeux des chambres de métiers.

- **La séance sur «Décentralisation et participation populaire»** animée par une équipe du Projet d'appui au Démarrage des Communes (PRODECOM) au profit de 155 artisans et leurs épouses sur leurs responsabilités à l'ère de la décentralisation.

Notre appui à la construction d'atelier a été d'ordre technique (normes et caractéristiques d'atelier selon chaque métier) et financier (sous forme de subvention et/ou de prêt selon le cas). Dix neuf artisans ont construit et/ou réhabilité leurs ateliers. Parmi eux, 2 forgerons qui ont reçu l'appui pour la construction d'une paire d'ateliers sur le site abritant le siège national du CIPCRE-Bénin.

### Gestion des rebuts métalliques ultimes

Quant à la promotion d'une gestion rationnelle des rebuts ultimes, les nouveaux circuits de récupération ont continué de se déployer sur le terrain. Toutefois, les rebuts des artisans recycleurs ne sont pas bien prisés à cause de leur faible masse volumique. De ce fait, les rebuts artisanaux demeurent encore auprès de certains artisans qui ne peuvent les céder que s'ils arrivent à en réduire le volume. A défaut d'une machine à compacter, une opération manuelle a été entreprise par le Comité de suivi du PA qui a procédé à une certaine densification desdits rebuts et les a vendus.

Par ailleurs, des artisans partenaires s'investissent dans la commercialisation des déchets métalliques comme activité rémunératrice parallèle. De ce fait, le Comité International de Gestion des Rebuts Métallique (GIGeRM) mis en place en 2003 pour collecter et traiter les rebuts s'est ravisé et a opté pour l'accompagnement de ces récupérateurs dont deux ont reçu des appuis financiers sous forme de prêt.

Le renforcement des capacités des artisans en marketing et/ou techniques de production s'est articulé autour de quatre axes :

### Base de données sur le profil commercial

Une enquête a été réalisée auprès de 62 artisans pour disposer des informations sur : les pratiques des artisans recycleurs en matière d'écoulement des produits ; le niveau de revenu différencié des artisans ; les différents groupes pédagogiques à former dans la perspective du renforcement des capacités en marketing ; les idées de projets que les arti-





*Des déchets métalliques à...  
l'oeuvre d'art !*

sans ont pour améliorer l'écoulement de leurs œuvres et leurs revenus.

Suite à l'enquête, des groupes pédagogiques ont été constitués pour être formés.

### **Formation sur le marketing**

Trois sessions de formation ont été organisées au profit de 44 artisans qui ont reçu des enseignements sur le marketing, la gestion financière, la vente et la négociation. La première session de formation a été animée par le cabinet Afrique Conseil au profit des artisans comprenant la langue française. Les participants à cette formation de 4 jours étalés sur 2 semaines ont acquis tellement de connaissances/compétences que certains parmi eux ont été ultérieurement associés aux animateurs du CIPCRE pour former d'autres artisans à travers les deuxième et troisième sessions.

### **Voyages d'échanges**

Après des missions de prospection réalisées à Lomé et à l'intérieur du Bénin par 4 responsables d'associations des artisans, il a été organisé deux voyages dont un à Cotonou dans la société SMOAC pour 11 fondeurs et un autre à Parakou pour 14 forgerons.

### **Appui à la formation en fabrication de patins de freinage auto/moto**

Un forgeron a été appuyé pour une formation en fabrication de patin auto/moto. Après trois mois d'apprentissage, l'artisan a acquis les capacités de fabriquer les patins des motos et des voitures et camions ; ce qui lui permet de décupler ses revenus. Ce succès a amené un autre forgeron traditionnel à se faire former par celui-là. Non seulement les capacités des artisans ont été renforcées, mais encore ils ont été appuyés dans la promotion/commercialisation de leurs œuvres. C'est ainsi que des informations relatives aux manifestations commerciales (foires et salons) ont été collectées auprès des structures intervenant dans le domaine de la promotion des produits artisanaux. Ces informations ont été traitées et transmi-

ses par contact direct et/ou par lettres circulaires distribuées systématiquement à tous les artisans partenaires. Les artisans intéressés et engagés ont alors bénéficié de notre appui-accompagnement qui a porté sur la qualité de la production, les contacts avec les organisateurs, les techniques d'exposition vente, l'appui financier pour les charges relatives à l'hébergement, le transport et éventuellement le stand.

Ces appuis informationnels, techniques et/ou financiers ont permis à 12 artisans de participer : à la Foire départementale de Parakou au Bénin (foire du GAAP) ; au Salon National de l'Artisanat du Bénin (SNAB) ; à la Foire Commerciale «Consommons Local» à Cotonou ; au Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) ; aux Foires de Lyon et de Paris.

Les autres appuis aux artisans se sont ainsi déclinés : appui à la conception de deux projets d'installation de boutiques de vente des produits artisanaux ; appui à un fondeur pour la conquête de nouveaux marchés (Sokodé au Togo et Lokossa au Bénin) ; appui à un autre fondeur pour la réalisation de label en 1.000 exemplaires à coller sur ses œuvres.

Le suivi quotidien des effets à l'aide de fiches et le sondage effectué du 23 au 28 décembre 2004 affichent les données suivantes : 44 artisans (soit 35% des partenaires) ont reçu des enseignements sur le marketing, la gestion financière, la vente et la négociation ; 55% des artisans interviewés affirment avoir enregistré un meilleur écoulement ; les recettes déclarées des ventes aux foires et salons s'élèvent à 5.876.000 FCFA (le point n'est pas exhaustif) ; 58% des artisans affirment avoir connu une amélioration de leurs revenus et le justifient par des investissements dans divers domaines (immobilier, équipement professionnel, moto, poste téléviseur,...) ; 38% des artisans présentent des cadres et conditions de travail jugés satisfaisants ; 113 apprentis dont 66 réguliers (au moins 1 séance sur 2) connaissent et appliquent des enseignements en matière d'hygiène et d'environnement ; un puits communautaire a été aménagé (margelle et couvercle) ; meilleure préservation de la santé (les artisans et leurs femmes disent avoir noté une diminution de la fréquence des accès palustres, et affirment qu'ils se comportent mieux en matière des IST et du VIH-SIDA) ; les artisans sont informés avec précision sur : les chambres de métiers ; la mutuelle de sécurité sociale ; les implications de la décentralisation en matière de rôle du citoyen.

### Appuis à l'amélioration du niveau de vie

Dans la province du Nord-Ouest au Cameroun, nous avons accompagné des initiatives de développement des partenaires à la base. Nous avons ainsi organisé une session de formation sur les techniques de multiplication des semences de pomme de terre et de stockage ; apporté des appuis techniques aux groupes d'initiatives communes membres des unions paysannes MIFU, MFU, UMOFAG, ITFU et KEKUFAG ; animé et facilité les réunions de redynamisation de l'union KEKUFAG et fait le suivi des fonds rotatifs dans ces unions.

Les activités réalisées ont permis à 600 personnes dont 75% de femmes de conduire de petits projets agricoles et écologiques qui leur ont apporté de revenus additionnels estimés à 7 000 000 FCFA. En effet, les appuis techniques et matériels apportés ont facilité la mise en œuvre par les unions paysannes partenaires des projets de production et de commercialisation des ignames, des pommes de terre de consommation, des semences de pommes de terre, des plants de palmiers à huile et du miel. Alors que les appuis techniques étaient apportés sous forme de 05 sessions de formation, de 03 voyages d'échanges, de 03 voyages d'études et d'appuis conseils, les appuis matériels quant à eux étaient constitués de 6000 sachets de polyéthylène, de 5000 graines prégermées (semences améliorées) de palmier à huile, de fertilisants organiques et du petit matériel pour l'apiculture.

Au total, 470 litres de miel, 730 kilogrammes de semences de pommes de terres et 6000 plants de palmiers à huile ont été produits et commercialisés par nos partenaires à la base. Une amélioration de la production d'igname et de la pomme de terre de consommation de l'ordre de 30% a été observée dans les parcelles amendées avec les fertilisants organiques et conduites par 120 personnes. L'accompagnement des unions paysannes dans la distribution et le recouvrement des crédits leur a permis d'augmenter leur fonds rotatif de 15% et de financer 250 micro projets agricoles.

Dans la province de l'Ouest, diverses activités ont été menées en vue de contribuer à l'amélioration du niveau de revenus des paysannes et paysans. C'est ainsi que deux ateliers d'auto-évaluation des projets agricoles appuyés au cours de l'exercice passé ont été organisés au profit des Unions Paysannes

Madzong Kwanno de Galim et Madzong La'azizi de Bangang. Des appuis techniques ont été apportés régulièrement aux organisations paysannes dans l'élaboration de leurs projets agricoles. Particulièrement, un appui a été donné à l'Union Madzong Kwanno pour ce qui est de la confection et du suivi de son dossier technique relatif à la sélection des organisations paysannes pilotes en vue du lancement du fonds PPTTE, version monde rural à l'Ouest. Sur sollicitation de l'Union Madzong Kwanno, un dépliant sur la multiplication rapide du bananier plantain a été réalisé. Trois voyages de prospection ont été réalisés dans les Départements des Hauts Plateaux et du Noun.

220 paysans dont 75 % de femmes ayant bénéficié du soutien dans le cadre de leurs activités agricoles ont réalisé des gains de l'ordre de 20 à 45 % sur les ventes de pommes de terre et de haricot à Bangang et Galim.

Les bénéficiaires des Unions Madzong Kwanno et Madzong La'azizi ont déjà finalisé des projets pour la campagne agricole 2005 et mobilisé une épargne totale de 2 500 000 frs CFA en vue de l'acquisition groupée des intrants (fientes et semences). Les relations avec l'établissement de micro finance (CCA) ont permis aux 02 organisations paysannes d'y garder leurs fonds. Les organisations paysannes ont élaboré des stratégies autonomes de mobilisation des ressources, ainsi que des méthodes de recouvrement de crédits plus efficaces. De nouveaux groupes adhèrent aux organisations paysannes du fait de leur rayonnement en matière d'animation rurale. L'Union Madzong Kwanno a été retenue par les services locaux d'agriculture pour fournir des semences de haricot à vulgariser auprès d'autres communautés paysannes. L'augmentation des rendements dans les 2 localités du fait de l'amendement des sols par des fientes de poules a attiré une forte demande très perceptible de ces intrants auprès des fournisseurs locaux.

Près d'une cinquantaine d'éleveurs et potentiels éleveurs de lapins de Bahouan, Batié et Bamendjou ont été identifiés et sollicitent notre accompagnement. En particulier, on peut signaler le Réseau des Associations Féminines de l'Arrondissement de Bamendjou (RAFABAM) dont les membres sont très portées à la cuniculture.

Dans le même souci de contribuer à la promotion du petit élevage, de la consommation des protéines d'origine animale et à l'augmentation du pouvoir d'achat des populations, nous

avons monté à Bafoussam, en partenariat avec le projet de Développement d'Alternatives au Braconnage en Afrique Centrale (DABAC), une station de formation et de diffusion de l'élevage des aulacodes.

La station des aulacodes de Bafoussam dispose aujourd'hui de 24 enclos superposés, 01 enclos fermé, 02 enclos ouverts, et 15 cages métalliques. Ces infrastructures imposent une capacité normale de 150 sujets adultes et jeunes confondus. Toutes ces loges sont réparties dans 02 bâtiments en dur dont l'un dispose d'une salle de formation équipée en tables, chaises et tableau. Tous ces locaux ont été bâtis sur une moitié du terrain et l'autre partie est réservée à la culture des plantes fourragères (banque fourragère) pour les animaux. Pour des raisons de sécurité, toute l'exploitation est entourée par du grillage. La station est électrifiée et dispose aussi d'un puits pour le ravitaillement en eau.

### Acquisition et production des géniteurs

La station de Bafoussam a été créée en 2002, mais a reçu ses premiers animaux le 7 janvier 2003. Deux bandes d'animaux ont été livrées ; la première le 7 janvier 2003 constituée de 17 femelles et 6 mâles, soit **23 bêtes** ; la deuxième bande livrée le 10 avril 2003 constituée de 19 femelles et 16 mâles soit **29 bêtes**. Le nombre total des aulacodes reçu par la station de Bafoussam s'élève à **52 bêtes** dont 36 femelles et 16 mâles.

Dans le processus de production des géniteurs, une dizaine de familles ont été constituées chacune étant composée d'un mâle et de 4 à 5 femelles. Au cours de la phase d'adaptation, nous avons perdu 08 jeunes femelles et 5 mâles. Plus tard, une infestation parasitaire



*Une femelle allaitante*

a décimé 16 jeunes sevrés ; une épidémie a été maîtrisée grâce à la collaboration avec l'Université de Dschang. L'inventaire du cheptel actuel donne les résultats suivants :

Catégorie	Nombre
Femelles gestantes	20
Femelles non gestantes	13
Femelles allaitantes	6
Mâles adultes	9
Femelles non sevrées	14
Mâles non sevrés	19
Mâles subadultes	58
Femelles subadultes	33
Mâles castrés	36
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>

**NB** : Ce chiffre total de 208 sujets ne comprend pas les 132 bêtes déjà diffusées sur le terrain.

A l'heure actuelle, les mortalités enregistrées sont quelque peu sporadiques, dues à des bagarres et à des causes parfois inconnues ; dans tous les cas, elles sont maîtrisées à un taux inférieur à 5%, donc peu significatif.

Jusqu'à présent, 39 personnes dont 12 femmes ont été formées en 3 sessions. Parmi ces personnes, 33 ont initié des activités d'élevage des aulacodes. Grâce aux 132 géniteurs mis à leur disposition et aux activités de suivi-conseil réalisées par le CIPCRE, le cheptel en milieu réel s'élève à 242 sujets.

### Perception des éleveurs

Au terme des derniers suivis réalisés au cours du mois de mars, il est ressorti que les éleveurs installés jusqu'à présent gardent le même enthousiasme de début ; comme preuve, beaucoup demandent encore si on peut leur accorder d'autres groupes de reproduction, c'est-à-dire d'autres géniteurs pour augmenter ceux qu'ils ont déjà reçus. De plus, aucun éleveur n'est prêt à vendre ses animaux maintenant, encore moins les jeunes femelles car ils voudraient atteindre un nombre suffisamment élevé (au-delà de 50 bêtes) avant de penser à une éventuelle vente. Tous les éleveurs perçoivent le projet d'élevage d'aulacodes uniquement sous l'angle économique, c'est-à-dire de la rentabilité financière. Aucun d'eux ne perçoit le volet protection de la biodiversité qui est d'ailleurs le concept qui justifie l'existence de ce projet. C'est sans doute pour cette raison que la question sur l'existence du marché est très récurrente car beaucoup souhaiteraient vendre leurs bêtes facilement et à un bon prix le moment venu.

## Réactions du public

Le public quant à lui est très intéressé. En témoignent les différentes personnes qui s'arrêtent chaque fois au niveau de la station pour prendre des renseignements, et celles qui viennent à la direction déposer leur adresse ou encore avancent les frais d'inscription avant même qu'on ait arrêté la date de la formation. Une fois encore beaucoup s'interrogent sur la rentabilité de l'activité, raison pour laquelle la durée de gestation (5 mois) leur semble toujours très longue.

Toutefois, un constat général s'impose : la population ayant été déçue plusieurs fois par l'élevage porcin à cause de la peste porcine africaine, voudrait substituer à cet élevage l'aulacodiculture. Enfin, l'aulacodiculture comme disait un de nos éleveurs «*est une*

*bonne activité de retraite, car elle n'exige pas beaucoup d'efforts*».

En perspective, nous comptons faire de la station d'élevage des aulacodes de Bafoussam un pôle de recherche sur l'amélioration génétique des aulacodes et poursuivre les recherches sur le recensement des variétés fourragères consommées par ces dernières ainsi que l'impact de ces aliments sur leurs performances zootechniques (croissance, reproduction...). De plus, d'autres espèces animales sauvages (cricétomes, perdrix, cailles, escargot, cobayes...) seront expérimentées et probablement diffusées de façon à faire de la station actuelle «un centre de domestication et de diffusion d'espèces sauvages menacées de disparition».

## Qu'est-ce que l'agriculture biologique ?

*L'agriculture biologique peut se définir comme l'ensemble des techniques ou de pratiques de production végétale ou animale par l'utilisation exclusive des méthodes et des produits naturels. Aujourd'hui, le retour progressif à la pratique de l'agriculture biologique est un signal fort qui permet d'apprécier la prise de conscience de la population face aux dangers que présente l'agriculture dite intensive : acidification du sol suite à l'utilisation continue et incontrôlée des pesticides ; inhibition de la macro et de la micro faune et de certains micro-organismes qui jouent un rôle très important dans la structure et la texture du sol ; baisse de la capacité de rétention en eau du sol ; pollution des produits agricoles dont la consommation expose à des crises sanitaires parfois irréversibles ; pollution de la nappe phréatique et des rivières.*

*L'agriculture biologique utilise le compost, engrais organique que l'on obtient à partir des déchets de ménage ou des résidus agricoles. Le compost restitue au sol toutes ses propriétés physico-chimiques et ce, de façon durable. On recourt également à l'utilisation des déjections animales (fientes, purin, urine, bouse) qui donnent des résultats tout aussi intéressants. Dans l'agriculture biologique, le traitement de la plupart des maladies des plantes se fait sur la base de certains produits naturels comme par exemple le piment et le tabac . Par ce biais, la nappe phréatique et les rivières ne sont pas polluées. Même la conservation est basée sur l'utilisation de certaines essences généralement aromatiques. Bref, les produits chimiques n'interviennent ni au début, ni pendant, ni à la fin du processus.*

*Si l'agriculture biologique comporte beaucoup d'avantages, il n'en demeure pas moins qu'elle est pratiquée par une faible proportion de la population. Plusieurs raisons peuvent justifier cela : le manque de sensibilisation ou de formation des paysans aux techniques d'agriculture biologique ; la réponse apparemment lente du compost après son application comparée à celle des engrais chimiques ; les contraintes d'espaces cultivables.*

*Bien que le rendement à la récolte soit inférieur à celui de l'agriculture intensive, il n'en demeure pas moins que les produits biologiques se comportent mieux sur le marché pour la simple raison que le critère de choix des consommateurs avisés est la qualité et non la quantité : ce qu'on perd en quantité, on le récupère en qualité. On comprend dès lors que le travail de sensibilisation ne devrait pas cibler seulement les producteurs, mais aussi les consommateurs qui devront désormais comprendre que la qualité vaut mieux que la quantité.*

# Communication

## pour le développement durable

*Depuis bientôt quinze ans, nous intervenons dans le champ du développement durable. Par la réflexion mais aussi par l'action. Ces deux formes d'intervention sont relayées par une communication aux supports variés dont nous nous sommes une fois de plus servis au cours de l'année de référence avec un accent particulier sur la communication électronique.*

### Une présence remarquée sur les ondes

Nous avons produit et diffusé sur les ondes de la CRTV-Ouest (FM 93.5 Mhz) 38 émissions sur des sujets aussi divers que : *l'élevage ; les techniques culturales telles le désherbage du maïs ; les plantes médicinales : culture et vertu ; la biotechnologie et la sécurité alimentaire ; les dangers de la consommation du poulet congelé importé ; la dégradation de la voirie urbaine ; l'assainissement urbain ; l'exploitation sexuelle des jeunes.* Deux de ces émissions ont porté sur le genre et le développement.

Des événements d'envergure nationale ont servi de prétexte pour aborder certains de ces sujets à l'instar du thème *«Biotechnologie et sécurité alimentaire : les femmes répondent*



*Animation d'une tranche d'antenne*

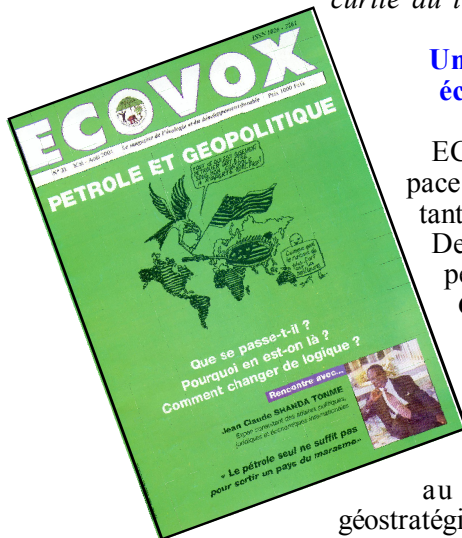
*présentes»* qui était à l'ordre du jour de la journée mondiale de la femme rurale. D'autres sujets étaient liés aux activités menées dans nos unités opérationnelles : l'aulacodiculture, la pastorale du développement, l'exploitation sexuelle des mineurs, les plantes médicinales. Nous avons aussi souvent emprunté des éléments aux émissions de la World Radio for Environment pour alimenter nos contenus.

Les jeux développés dans l'émission ont connu la participation de 38 personnes dont 22 hommes et 16 femmes. Cependant, ces chiffres ne sauraient constituer l'indice de mesure du nombre d'auditeurs de l'émission, l'expérience ayant montré que la plupart des auditeurs réagissent difficilement par écrit. Pour preuve, après l'émission sur l'élevage des aulacodes, de nombreux auditeurs ont soit appelé, soit visité notre Centre pour avoir de plus amples informations. Une nette amélioration a été observée au plan technique : nous avons emménagé dans les locaux du CIPCRE un studio moderne d'enregistrement. Grâce à l'équipement acquis en 2002 au concours Suisse Radios du Sud, les émissions sont maintenant enregistrées sur place. Un logiciel d'enregistrement a été installé dans notre ordinateur, ce qui nous permettra de graver désormais nos émissions sur CD. L'émission SOS Environnement a énormément gagné en qualité avec cette nouvelle méthode d'enregistrement.

Au Bénin, grâce à la collaboration avec le locuteur Gun à la station radio «Wèkè», neuf (9) émissions ont été diffusées sur les antennes de la station sur des thèmes environnementaux tels que : *L'eau, Les Zones Humides, La Pollution, La Biodiversité, L'Hygiène des places publiques et des denrées alimentaires, L'Environnement et ses différentes composantes, Le Déboisement, La*

*Désertification, Importance de l'artisanat de recyclage dans l'assainissement du milieu.*

Un autre programme d'émission en langue "GUN" a été conclu avec la radio GERDDES pour promouvoir l'artisanat de recyclage : cinq émissions ont été diffusées et ont porté sur les thèmes : *Historique des métiers de recyclage ; Apprentissage dans l'artisanat de recyclage ; Gestion de l'espace dans l'atelier ; Gestion des déchets ; Hygiène et sécurité au travail.*



### Un espace de débat écologique militant

ECOVOX est resté un espace de débat écologique militant tout au long de l'année. Deux éditions portant respectivement sur *Pétrole et Géostratégie* et sur les *Droits de l'Enfant* ont été produites (2000 exemplaire x 2). La première a eu pour ambition de dévoiler au grand jour les enjeux géostratégiques liés à l'exploitation pétrolière et la deuxième de montrer que les droits de l'enfant sont notre devoir commun. L'analyste géostratégique et géopolitique bien connu dans les milieux de la presse écrite camerounaise SHANDA TONME a été interviewé dans le cadre du premier numéro. Dans l'ensemble, nous avons reçu des témoignages de satisfaction des lecteurs à la parution des deux numéros.

Dans le cadre de la diffusion du journal, un effort a été fait avec la signature d'un protocole de diffusion avec MESSAPRESSE, le leader actuel de la distribution des journaux et magazines au Cameroun. Huit cents (800) exemplaires d'ECOVOX ont été livrés à ce diffuseur pour dépôt et vente dans ses kiosques sur toute l'étendue du territoire. Le suivi sera fait au cours de l'année prochaine dans l'objectif d'évaluer le service effectué par ce nouveau partenaire d'augmenter le nombre de nos abonnés.

### Deux centres de documentation fonctionnels

Nous disposons de deux centres de documentation fonctionnels au Cameroun et au Bénin. A Bafoussam nous avons acquis 32

nouveaux documents au nombre desquels des rapports et ouvrages offerts par nos partenaires.

Une centaine de journaux ont été achetés et le personnel a été régulièrement mis au courant des nouvelles informations à travers le journal de la documentation. Ce journal est désormais enregistré et diffusé toutes les semaines pendant les réunions hebdomadaires. Quarante huit (48) éditions du journal de la documentation ont ainsi été préparées et présentées au personnel et aux partenaires en visite au CIPCRE. Cent vingt deux (122) documents ont été traités portant le nombre de documents enregistrés dans notre Centre de Documentation de 1615 à 1713. Deux cent quarante cinq (245) usagers ont fréquenté le Centre de Documentation parmi lesquels 18 femmes. L'événement majeur de cette année reste l'accès du personnel à l'Internet. En effet, dans l'objectif de faciliter l'accès des cadres de la maison aux informations fraîches, le Centre de Documentation a été connecté sur Internet.

Trois causeries éducatives ont été organisées à l'intention du personnel sur «*SIDA et communication*», «*Aloès Vera et opportunité de santé*» et sur «*les méfaits de l'importation massive des poulets congelés sur l'économie camerounaise et la santé des populations*». Cette dernière causerie a connu la participation de trente (30) personnes. Dans le cadre de la collaboration avec les autres structures, nous avons participé au lancement des activités du Système d'Information et de Communication Agricole d'Afrique Centrale (SICAC) au Cameroun.

Au Bénin, nous avons acquis 27 nouveaux ouvrages, 48 périodiques de titres et numéros différents, 32 supports constitués de gravures, de dépliants, de cassettes vidéo et audio, de disquettes CD, etc. Nous avons enregistré cinquante six (56) passages provenant aussi bien de l'extérieur pour des consultations sur place avec vingt deux (22) passages que de l'intérieur pour trente quatre (34) passages des agents pour des prêts et /ou des consultations. Nous avons en outre publié des supports et documents, dont : le calendrier 2004 ; le rapport sur les représentations collectives sur les femmes dans le département de l'Ouémé présenté au public ; le guide d'animation en genre et développement ; le manuel d'éducation écologique dans le secteur de l'artisanat de même que son guide d'animation.

Pour l'information du personnel et des par-

tenaires, nous avons préparé et publié 41 revues de presse portant sur des sujets écologiques. De nombreux organes de presse ont été utilisés pour médiatiser nos activités :

- presse écrite : L'Action, Le Matinal, Le Point au Quotidien, Le Matin, Le Progrès, La Fraternité, Le Tropical et Adjinakou ;
- presse parlée (stations radio) : Gerddes, Wékè, et Afrique Espoir d'Atakè ; Alléluia FM ; Radio nationale (ORTB) ;
- presse audio visuelle ; la Télévision Nationale (ORTB).

Un tel déploiement de la communication institutionnelle nous a apporté un plus en matière de marketing social. C'est ainsi que le groupe «*Zénit communication*» nous a décerné le prix «*Les trophées de la Capitale*» dans la catégorie relative à l'environnement.

Au CIPCRE, la communication n'est pas seulement écrite, ni simplement radiophonique. Elle est aussi électronique avec l'entrée du Wagon Africain de Gestion des Nouvelles Electroniques (WAGNE) dans notre portefeuille.

### PROJET SOCIAL

WAGNE est un projet social orienté vers une performance sociale avec pour cadre moral la vision et la mission du CIPCRE. Installé à Yaoundé en début d'année 2004, il a déployé ses activités autour des axes suivants : l'aménagement et l'équipement des locaux, l'approfondissement de la connaissance du milieu des TIC au Cameroun, la publicité/sensibilisation/



Visite des stands à l'occasion du lancement de wagne.net

information sur les activités de WAGNE, l'appui conseil des unités opérationnelles du CIPCRE, la création et l'hébergement des sites web et des adresses email, les formations et, enfin, l'administration et la gestion du personnel.

### Aménagement et équipement des locaux

L'aménagement et l'équipement des locaux ont été réalisés pour doter WAGNE d'un cadre de travail et d'accueil du public adéquat. En effet, wagne.net a loué auprès des Editions CLE des bureaux couvrant une superficie d'environ 150 m<sup>2</sup>. Il était alors question, après avoir procédé au choix de deux prestataires de services, de réaliser un plan d'aménagement général, de vérifier le système électrique et de le conformer aux normes ; d'élaborer la liste du matériel et mobilier à acheter.

Ces activités ont conduit à la mise en place d'un Centre de Ressources Multimédia (CRM) équipé de matériel informatique haut de gamme (20 ordinateurs multimédia, 01 vidéo projecteur, 01 écran de projection, une connexion Internet permanente à haut débit, une imprimante laser, point d'accès pour connexion sans fil, etc.). Le CRM est susceptible d'accueillir 20 apprenants pendant les sessions de formation, environ 50 lors des conférences et séminaires.

Bien que la climatisation ait été reportée pour l'année 2005, plusieurs visiteurs de marque, à l'instar d'un représentant de EED et d'un cadre de SANGONET d'Afrique du Sud, n'ont pas hésité à dire que wagne.net dispose du standard américain ou d'un centre révolutionnaire pour ce qui est des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Les locaux et les équipements sont régulièrement entretenus. Le gardiennage en commun du bâtiment abritant WAGNE, sous la responsabilité des Editions CLE, renforce la sécurité des personnes et des biens. A la fin de l'année 2004, la moyenne de visiteurs du CRM est de 150 personnes par semaine. Toutefois, des mesures seront prises au cours de l'année 2005 pour consolider ces acquis. Il s'agira notamment de procéder à un abonnement auprès de la société AES SONEL pour stabiliser l'énergie électrique nécessaire au bon fonctionnement de tous les équipements.

Une fois les locaux aménagés, nous avons procédé au lancement officiel des activités de wagne.net à Yaoundé par le Directeur Général du CIPCRE. Ce lancement a eu lieu au



*Rencontre avec Rudolf Heinrichs-Drinhaus, représentant de l'organisation EED, principal partenaire du projet wagne.net*

cours d'une journée portes ouvertes organisée le 11 août 2004. Au cours de celle-ci, près de 300 visiteurs ont été accueillis et plus de 500 dépliants de présentation des services de WAGNE distribués. C'était aussi l'occasion pour le public d'avoir accès gratuitement à Internet. Outre la présence massive des responsables d'églises et des représentants de la société civile camerounaise, l'on a pu relever la présence significative de M. Rudolf Heinrichs-Drinhaus du Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement (EED). L'implication de toutes les unités opérationnelles et la collaboration étroite avec la Coordinatrice du Projet Lobbying du CIPCRE ont facilité la réalisation et la réussite de cette journée.

### **Connaissance du milieu des TIC au Cameroun**

Afin d'assurer l'adéquation entre les activités de wagne.net et la problématique des TIC au Cameroun, nous avons cherché à connaître le milieu des TIC au Cameroun. Pour ce faire, plusieurs rencontres de concertation avec les organismes publics, privés et internationaux (Ministère des Postes et Télécommunications, Centre National de Développement Informatique, PNUD, TICAD, etc.), les universités et des écoles (Université de Yaoundé I, Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication, Centre Universitaire des technologies de l'information, Mutuelle solidarité des étudiants du Cameroun, etc.) ont été organisées et ont conduit à l'éla-

laboration des termes de référence pour une étude sur les TIC au Cameroun.

### **Publicité, sensibilisation et information**

Dans le souci de faire connaître wagne.net par les Eglises, les ONG, les écoles protestantes et les autres partenaires à la base du CIPCRE, trois (03) rencontres de sensibilisation ont été organisées au cours du premier semestre 2004. Les deux premières ont concerné les TIC à l'intention des églises membres de la FEMEC et ont permis de présenter l'utilité d'Internet pour les églises et d'exposer le rôle que peut jouer wagne.net, de manière à permettre à la FEMEC et à toutes les églises membres de participer activement à la société de l'information. La troisième a été organisée à l'intention des femmes au cours d'un séminaire sur l'entrepreneuriat féminin, organisé le 1<sup>er</sup> mai 2004 par la Young Women's Christian Association (YWCA). Un atelier de réflexion portant sur l'animation du site web de la société civile a été organisé, conjointement avec le Projet lobbying, afin de favoriser la participation des organisations de la société civile.

Le recrutement d'un chargé de la communication a facilité l'élaboration et la diffusion des offres de services pour des établissements scolaires, les ONG et les Eglises ; la diffusion régulière des activités de wagne.net par email ; la conception des supports de sensibilisation et leur diffusion à travers la presse écrite (Le Messager, Mutations, La Nouvelle Expression, etc.) ; la diffusion des messages publicitaires à travers des radios privées de Yaoundé (RTS, Magic FM, Radio Venus, etc.) et la production de deux dépliants présentant wagne.net d'une part, et les services offerts à wagne.net d'autre part.

D'autres rencontres plus ciblées ont été organisées/animées, notamment celles réalisées auprès du Collège Protestant Johnston, du Collège Madeleine et du Collège de l'Unité pour ce qui est de l'enseignement secondaire ; les rencontres avec les responsables de l'Ecole Publique de Mballa V et du Groupe Scolaire La Palombe pour ce qui est de l'enseignement primaire. Le souci majeur de ces rencontres était de permettre aux enseignants et, surtout, aux élèves de ces différents établissements de bénéficier des services de wagne.net pour un meilleur encadrement et suivi en matière des TIC avec, en arrière-fond, la mise en place d'un réseau d'écoles pour une meilleure intégration des TIC au sein de ces écoles.



## Consolider la culture des TIC

Pour consolider la culture des TIC au sein des activités des unités opérationnelles du CIPCRE, plusieurs rencontres et entretiens ont été organisées avec leurs responsables. Des besoins de formation ont été identifiés et deux sessions de formations organisées : la première sur l'initiation à Internet pour tout le personnel du CIPCRE, et la seconde sur la PAO et le graphisme pour le personnel du CIPCRE à Yaoundé. Des entretiens réguliers ont été réalisés et des conseils prodigués pour l'utilisation efficace du matériel informatique et des données pour la mise à jour des sites Web (cipcre.org, ECOVOX, wagne.net) ont été collectées.

Comme résultats de ces différentes activités, on peut relever l'extension du réseau Internet (limité, au départ, au bureau du Directeur Général et au CRS) au sein du siège du CIPCRE-Cameroun (Centre de documentation, COMED, et Unités opérationnelles.), l'usage du courrier électronique par la quasi totalité du personnel du CIPCRE, l'amélioration du design du site de WAGNE et du CIPCRE (textes, images, etc.), la mise à jour régulière du site Web du CIPCRE, la restructuration amorcée et la mise à jour trimestrielle du site Web de ECO-VOX. Quatre (4) ordinateurs ont été offerts par wagne.net aux unités opérationnelles du CIPCRE à Bafoussam.

### Création et hébergement des sites web et des adresses e-mail

Pour permettre aux Eglises, aux ONG et à d'autres institutions de la société civile de se



*En 2004, plus de 70 femmes ont bénéficié des sessions de formation de wagne.net.*

faire connaître, et au personnel du CIPCRE de communiquer par Internet, des sites web et adresses email ont été créés et hébergés.

L'année 2004 a été marquée par deux (2) pannes successives du serveur Web. Si la première panne a été l'œuvre des virus, la seconde, dont la durée a été plus longue, était le résultat d'une défaillance matérielle. Pour faire face à ce problème et assurer des services stables et durables, WAGNE s'est doté d'un nouveau serveur plus fiable et l'unité de production a mis en place un processus de sécurisation des données par des sauvegardes sur Cd-rom des contenus du serveur. Ces sauvegardes permettent à l'équipe technique de wagne.net d'assurer un véritable suivi technique et de restaurer toutes les données, en cas de défaillance du serveur, sans avoir à faire appel aux divers clients pour récupérer les récentes mises à jour des sites.

La politique des mises à jour des sites web mise en début d'année a consisté à responsabiliser les promoteurs/propriétaires des sites hébergés par WAGNE. Ceux-ci étaient formés dans l'administration et la mise à jour de leur site Internet, puis suivis pendant une période donnée par WAGNE afin de rendre les mises à jour possibles à partir de leurs installations. Cette politique a eu comme avantage de rendre les promoteurs/propriétaires beaucoup plus responsables du contenu de leur site et plus engagés dans les mises à jour. C'est par exemple le cas de la FEMEC, du journal Le Messenger et de l'association AFC. Cette politique de mise à jour a aussi permis à l'équipe de WAGNE de mettre un accent particulier sur le suivi technique des différents sites Internet hébergés. C'est ainsi que l'unité de production de wagne.net a renforcé l'administration des sites Web, le suivi dans la gestion de certains sites, la création et l'administration des adresses email pour le personnel de wagne.net, et le personnel du CIPCRE, la sauvegarde mensuelle du contenu du serveur Web de WAGNE et la mise à jour de la base de données des utilisateurs de la messagerie wagne. Un atelier pour la restructuration des sites Web de wagne.net et de la société civile a été organisé.

En termes de résultats, Le site des Editions CLE a été entièrement refait et deux (02) mises à jour du site Web du Collège Evangélique de New-Bell ont été réalisées. Les mises à jour du site Web de la FEMEC sont à présent assurées par son personnel et suivies par wagne.net ; six (06) microsites ont été créés et hébergés ; dix-sept (17) visites/rencontres



*Remise d'attestation de formation à un groupe d'apprenants*

ont été réalisées auprès de la FEMEC, des Editions CLE, de l'Association Camerounaise pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation (CABTAL), du Groupe Biblique des Elèves et Etudiants du Cameroun (GBEEC), de l'Eglise Evangélique Luthérienne du Cameroun (EELC), de l'Eglise Presbytérienne Camerounaise (EPC) et de la Ligue pour la Lecture de la Bible au Cameroun (LLBC) afin de dépanner/maintenir le matériel informatique, conseiller sur les logiciels et sur les possibilités de connexion Internet. C'est ainsi que l'installation d'une connexion Internet au Secrétariat Général de la Ligue pour la Lecture de la Bible (LLBC) a pu être concrétisée, après que wagne.net ait encouragé la LLBC à se rapprocher de la Société Internationale de Linguistique (SIL) pour que soit établie une base de collaboration pour la réalisation des activités de chacune de ces deux structures.

### **Formation tous azimuts**

Des sessions de formations ont été organisées au profit des Eglises membres de la FEMEC, de leurs établissements scolaires, des OSC et des unités opérationnelles du CIPCRE. Wagne.net a ainsi procédé à l'élaboration du calendrier de formation, à la diffusion régulière des offres de formation (email, lettres, entretiens, etc.), à la rédaction des supports de cours, à la préparation et à l'organisation des sessions de formation. Deux séminaires ateliers ont été organisés, dont le premier avec les responsables d'Eglises sur le thème « Eglises et Internet » et le deuxième conjointement avec EUFORIC des Pays-Bas et SANGONET d'Afrique du Sud sur le renfor-

cement des capacités de la société civile camerounaise. Le responsable de SANGONET présent à Yaoundé n'a pas hésité à dire que même dans son pays, aucune organisation de la société civile ne dispose d'un cadre de formation aussi moderne que celui du Centre de Ressources Multimédia mis en place à WAGNE. Le Coordinateur de EUFORIC, tout en manifestant son admiration face au matériel dont dispose wagne.net et à la compétence de son personnel, a vivement souhaité voir s'établir des relations de partenariat entre EUFORIC et le CIPCRE. Outre des séminaires, cinq (05) sessions de formation ont été organisées.

Au total, 160 personnes ont été formées dont 71 femmes et 89 hommes. Parmi les personnes formées figurent 52 responsables d'églises, 10 journalistes, 17 secrétaires, 81 agents d'ONG.

### **Administration et gestion**

Sous la houlette du Directeur Général du CIPCRE, une assistante technique, en la personne de Mlle Annie Laure CORDIER, a été recrutée par EED pour le compte du projet WAGNE. Elle assure le suivi technique de l'équipe de WAGNE et veille au transfert des compétences. Arrivée au Cameroun en début d'année, elle s'est jointe au personnel local redéployé et consolidé après la dissolution du GIE WAGNE-Internet.

# Education

## relative à l'environnement (ERE) en milieu scolaire

*A voir nos établissements scolaires dans leur présentation physique et leur fonctionnement, on dirait qu'ils ne se sentent pas directement concernés par l'Education relative à l'Environnement (ERE). Pourtant, c'est dans les milieux scolaires que les jeunes doivent acquérir des principes de base pouvant leur permettre de participer à la construction d'une société respectueuse de son environnement. Cette conviction, nous l'avons portée et incarnée tout au long de l'année de référence.*



Dans l'objectif d'accompagner les élèves et étudiants (filles et garçons) dans la prise de conscience des problèmes écologiques qui affectent leurs milieux et dans leurs efforts de recherche de solutions y afférentes, nous avons développé des activités variées et ciblées.

### **ECOJEUNES : un support de choix d'éducation environnementale**

Nous avons produit et publié ECOJEUNES n° 16 sur les plantes médicinales scolaires. Nous avons apporté aux jeunes rédacteurs scolaire de ce magazine quelques fondamentaux en matière de rédaction journalistique. Un accent a été mis sur la contribution des filles à cette publication. C'est ainsi que sur 68 articles reçus, 22 étaient rédigés par des filles.

L'évaluation de ce numéro 16 a permis aux jeunes rédacteurs de prendre conscience de la nécessité de renforcer davantage leurs capacités en matière de conception et de réalisation des caricatures. Sur leur demande, 25 jeunes ont été formés et l'on remarque déjà quelques améliorations dans la qualité des caricatures produites.

### **Voyages d'étude**

Nous avons exécuté 5 voyages d'étude sur l'espace vert et la gestion des déchets. 171 élèves dont 53 filles y ont pris part pour le

compte de 05 établissements scolaires: le Lycée de Bafoussam, le Lycée de Bamena, le Lycée technique de Bafoussam, le Lycée de Fongo Ndeng et le Collège Evangélique de Baleveng.

Les effets de ces voyages sont éloquentes : au Collège Evangélique de Baleveng, 71 élèves ont restitué à leurs camarades les expériences acquises au cours du voyage d'étude effectué au jardin botanique de Bafut. Du fait de cette restitution, un projet d'aménagement des espaces verts à l'image de ceux observés au jardin botanique et de récupération des déchets non biodégradables a été initié par les élèves du collège. La récupération des déchets non biodégradables consiste à collecter les bouteilles vides de vin abandonnées dans la nature pour délimiter les espaces verts. Ce projet est actuellement mis en œuvre avec l'appui de l'administration du collège et des parents d'élèves. Les espèces de fleurs et d'arbres collectées et introduites par les jeunes dans le jardin servent de supports pédagogiques aux enseignants de Sciences de la Terre et de la Vie (S.V.T.). Au Lycée de Bamena, un projet de parterres boisés a été initié et réalisé par la communauté éducative avec notre appui technique et matériel. Les plaques de sensibilisation implantées à différents endroits de l'établissement ont joué un rôle important dans la conscientisation des élèves en matière de gestion de l'environnement dans l'enceinte du lycée. Les slogans inscrits sur les plaques entrent progressivement dans le langage des élèves. Il est courant de les entendre attirer l'attention de leurs camarades avec des expressions du genre «*Jetez les ordures dans les bacs !*», «*Ne marchez pas sur la pelouse !*».

## Appui et suivi des projets scolaires

Nous avons apporté des appuis pour la création et la gestion de 3 jardins scolaires respectivement à l'école pilote de Banengo, au Lycée de Fongo Ndeng et au Collège Elie Allégret de Mbo. Un projet d'élevage de poulet de chair a été appuyé au Collège Evangélique de Baleveng. 4000 plants d'arbres dont 200 fruitiers, 32 bacs à ordures, 24 bancs publics, 15 plaques de sensibilisation et 20 kg de gazon ont été apportés en appui aux projets de création d'espaces verts dans 8 Collèges et Lycées. Six séances de sensibilisation et projections cinématographiques sur le VIH/SIDA, la gestion des déchets, l'environnement et le «*Contrat vert*», l'initiation à l'élevage ont été organisées dans 6 établissements.

Grâce à nos appuis conseils, 3 établissements ont produit respectivement une tonne de maïs, 600 kg de tomates et 450 têtes de choux. Au-delà de la production des cultures vivrières, les jardins scolaires ont permis aux encadreurs que sont les enseignants de sensibiliser et de former les élèves à la pratique de l'agriculture biologique. Au Lycée de Fongo Ndeng, la vente du maïs a permis au comité de gestion du jardin scolaire d'acheter des semences pour la campagne agricole 2005, de créer un atelier d'artisanat de bambou et d'abonner le lycée à plusieurs revues écologiques. Au collège Elie Allégret de Mbo, la production de tomates a permis d'approvisionner la cantine scolaire.

Pour ce qui est des espaces verts et de la gestion des déchets, les travaux d'entretien réalisés par les élèves sous la supervision des enseignants ont permis d'obtenir des taux de réussite de 90 % et 100 % respectivement pour les arbres et le gazon. Les espaces boisés grâce à ces appuis donnent aujourd'hui aux lycées et collèges concernés un aspect plus vert et



Demi-fûts destinés à la collecte des ordures scolaires

plus éclatant. La bonne utilisation des bacs à ordures et des bancs publics par les élèves a permis de rendre l'enceinte du Collège Evangélique de Baleveng, du Collège Aloys Tapiemene de Mbouda et du Lycée de Bamena plus propre.

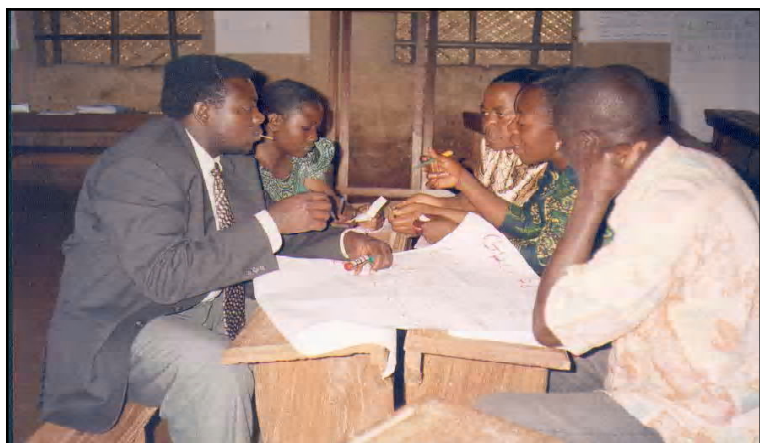
S'agissant de l'école pilote de Banengo, nous avons organisé 04 rencontres de sensibilisation avec les dirigeants de l'école et de l'église et une rencontre commune avec les enseignants et les responsables de l'APE pour relancer les activités d'ERE dans cette école. 27 personnes ont été formées sur les stratégies d'intégration de l'éducation relative à l'environnement à l'école ainsi que sur les principes, les objectifs et des méthodes de l'éducation environnementale. Ils ont également identifié pour chaque niveau, des thèmes à traiter pendant l'année scolaire en cours et des stratégies d'intégration de l'éducation relative à l'environnement dans les différentes leçons dispensées aux enfants.

Au Bénin, nous avons mené des activités différentes mais pratiques et adaptées au contexte.

## Animation des écoles et cellules

Onze (11) séances d'animation ont été organisées au profit des partenaires de l'enseignement primaire dont 80 enseignants (dont 44 femmes et 36 hommes) et plus de 3.600 écoliers et écolières. Ces animations ont porté sur les thèmes comme : *Gestion des sachets plastiques, Utilisation des poubelles, Gestion des points d'eau potable, Importance de l'arbre en milieu scolaire, gestion des ordures ménagères, hygiène alimentaire à l'école, etc.*

Au niveau des cellules du secondaire et des campus universitaires, 12 séances d'animation et rencontres d'échanges ont été organisées dans sept (7) établissements partenaires avec le concours de 16 responsables adultes (dont 1 femme et 15 hommes) et 652 élèves et étudiant(e)s dont 119 filles et 533 garçons qui militent dans les cellules CIPCRE-SU. Les animations ont porté sur les thèmes comme : *Caractéristiques et techniques d'obtention de l'eau potable, Comblement des plans et cours d'eau dans la basse vallée de l'Ouémé, Techniques culturelles à Dangbo et leurs conséquences écologiques, Techniques de protection et de conservation des sols, Biodiversité des zones humides, Importance de l'eau, Gestion de l'environnement scolaire, etc.*



*Les enseignants de l'Ecole CEBEC de Banengo suivent une formation sur les stratégies d'intégration de l'ERE à l'école*

### Sorties écologiques des écoles et cellules

Six (6) sorties pédagogiques ont été techniquement et financièrement appuyées au profit des acteurs de cinq (5) écoles maternelles et primaires. Les principaux thèmes étudiés étaient : *Etude de la flore locale et réalisation d'herbier par les enfants de la maternelle, Les sols et les ressources minérales dans la dépression d'Issaba à Onigbolo, Patrimoines culturels et environnement, L'érosion côtière : causes et inconvénients ; etc.*

Les cellules de huit (8) établissements du secondaire et du supérieur ont organisé neuf (9) sorties écologiques. Enseignants et élèves et étudiant(e)s ont abordé divers thèmes comme : *La pollution par les industries : cas de l'huilerie FLUDOR de Zogbodomey, Impacts environnementaux du barrage d'Akossombo et l'érosion côtière, Types de forêts du bas-Bénin : cas de la Lama et de la forêt classée d'Aglimey, l'action de l'homme sur les milieux naturels de l'Atacora, Phénomènes d'érosion dans la basse vallée de l'Ouémé : causes et conséquences ; connaissance et vertu des plantes tropicales ; Nature et importance des roches du Bénin, Les sols et le phénomène de sédimentation au Bénin ; etc.*

Les partenaires de neuf (9) établissements des divers ordres d'enseignement, sous notre impulsion, ont célébré principalement la journée mondiale de l'eau (22 mars) et la journée nationale de l'arbre (1<sup>er</sup> juin).

### Formation en techniques de réalisation de pépinières

Par des exposés, des visites de sites de pépinière et des pratiques, 8 enseignants (dont 1 femme) et 24 élèves et étudiants (dont 5 filles) ont acquis les connaissances et les techniques sur *Les conditions d'implantation d'une pépinière : préparation du site, modes et techniques de productions de 5 espèces végétales*. La formation s'est soldée par la mise en place (Lycée Béhanzin) d'une pépinière de plus de 1.000 pots.

### Appuis aux microréalisations à caractère écologique

Des microréalisations initiées par les partenaires ont été appuyées à l'instar de : la démultiplication de 4 points d'eau au Complexe Protestant Adjéounlè ; la réalisation de pépinière au CEG Adjohoun ; le reboisement au CEG Adjohoun et Danto/Porto-Novo ; la réalisation d'espaces verts et implantation de panneaux de sensibilisation au Lycée Technique de Porto-Novo ; les parterres de fleurs à l'école urbaine centre de Porto-Novo ; la construction de Latrines (4 cabines) au complexe privé "Les cours bénis" d'Avrankou.

### Appui à la conception/réalisation des plans d'aménagement de l'espace scolaire (PAMES)

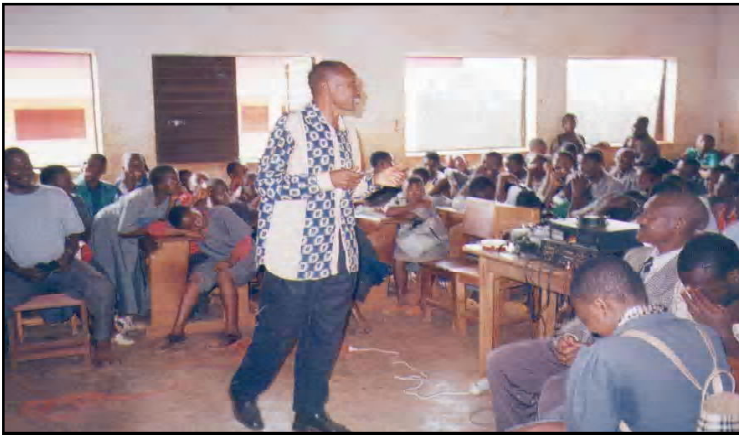
Le CEG de Sèmè-Podji a été appuyé pour concevoir son PAMES. Une enquête a été organisée sur le plan national pour collecter les données nécessaires à la réalisation du répertoire des normes et caractéristiques des infrastructures en milieu scolaire.

### Vulgarisation du recueil de contes verts

Une (1) série de séances de sensibilisation et de points de distribution du recueil des contes verts a été organisée dans six (6) principales circonscriptions scolaires du Zou, du Mono et de l'Atacora.

### Appui aux initiatives d'éducation et de sensibilisation environnementale sur le plan national

Le partenariat amorcé l'année dernière avec le groupe de jeunes élèves et étudiants de Parakou dénommé «Association des Jeunes Entrepreneurs de Parakou» (AJEP) s'est poursuivi par : la formation en environnement des membres des clubs environnementaux de



*Une séance de sensibilisation sur la gestion des déchets et la propreté à l'école*

trois CEG de la Ville de Parakou (Zongo, Guéma et Titirou) ; le reboisement dans les trois (3) établissements concernés ; L'appui en matériel aux trois (3) clubs pour des séances d'assainissement hebdomadaires ; deux (2) séances de travail échanges ; le suivi des activités sur le terrain.

### Pour quels effets

Les effets de nos activités sont les suivants : tous les onze (11) établissements pilotes ont organisé chacun au moins deux (2) animations au profit des écoliers, élèves et étudiants ; des usagers des établissements scolaires sont mieux éclairés sur des problèmes environnementaux liés à leur cadre de vie ou aux programmes d'étude ; des activités d'assainissement hebdomadaires sont organisées par les clubs et les établissements sont reboisés ; des micro-réalisations à caractère environnemental existent, contribuent à la gestion pratique des espaces scolaires et améliorent les cadres de vie des concernés ; 75% des partenaires améliorent leurs connaissances de l'environnement et appliquent les meilleures pratiques en milieu scolaire et à domicile ; le taux moyen de mise en œuvre des plannings environnementaux est de 87% ; neuf (9) contrats de collaboration sont signés pour le compte de l'année 2003-2004 ; les contrats de 2004-2005 sont en cours ; le Recueil de Contes Verts est connu au niveau des Circonscriptions Scolaires (CS), mais plusieurs exemplaires restent invendus.

### **Stratégies d'intégration de l'ERE à l'école pilote de BANENGO**

*L'intégration de l'ERE à l'Ecole Pilote de Banengo consiste à aller au-delà des discours classiques pour amener le jeune écolier à mener des actions concrètes dans son milieu de vie. L'école et ses alentours deviennent alors un site d'expérimentation et d'apprentissage des divers items liés à la connaissance de l'environnement, à son dysfonctionnement, à sa restauration et à sa gestion.*

*L'éducation environnementale comporte deux aspects théorique et pratique.*

*L'aspect théorique prend en compte l'intégration de l'ERE dans les programmes scolaires et dans les leçons. Celles-ci se répartissent en deux grandes catégories : les leçons ayant un lien direct avec l'environnement telles la géographie, l'hygiène, ... et celles dont le lien avec l'environnement est à établir : il s'agit de la mathématique, de la pratique de l'écrit, de la rédaction, ... Il s'agit en effet pour ce qui est de cet aspect, de porter l'éducation environnementale au-delà du cadre strict des horaires réservés aux leçons sur «les sciences et l'éducation environnementales», tels que contenus dans les programmes officiels du ministère camerounais de l'éducation de base, pour l'intégrer dans les autres leçons. En vue de permettre aux enseignants de conduire eux-mêmes cette approche, des sessions de renforcement des capacités sont organisées et évaluées chaque mois sur des thèmes environnementaux à promouvoir à l'école.*

*L'aspect pratique, base de notre approche d'ERE et support de l'enseignement théorique, se déploie à travers des activités telles le diagnostic de l'environnement et le projet d'école. Ce dernier intègre les activités d'assainissement et de restauration de l'environnement : création de pépinières, d'espaces verts et de jardins scolaires, propreté à l'école.... La communauté éducative est aussi amenée s'impliquer dans des activités d'animation tels que les causeries éducatives, les jeux de rôle ...*

*Enfin, cette stratégie d'intégration de l'ERE à l'école est portée de façon symbolique par l'opération «Grandis avec ton arbre» qui consiste pour chaque écolier à produire un plant en pépinière, à le mettre en terre et à le suivre jusqu'à la fin de son séjour à l'école. Chaque année, un prix est remis pour l'arbre le mieux entretenu en vue de stimuler la participation de tous les apprenants.*

# Foi et Action Sociale

*Une action ne peut véritablement féconder la transformation sociale que si elle est portée par la foi : une foi qui n'est pas de l'ordre d'un idéal fictif mais qui s'incarne dans l'aujourd'hui de nos problèmes et de nos préoccupations ; une foi qui n'est pas qu'un mot mais un instrument qui permet d'identifier nos maux afin de les combattre. Pour qu'advienne la justice et la paix.*



*Conférence d'ouverture de la CSP à Bafoussam*

Au centre de notre stratégie de transformation sociale figure la Campagne Semaine Pascales (CSP).

## **Stop aux violences faites aux femmes**

En guise de préparation de la CSP 2004, nous avons produit 4500 cahiers d'animation dont 4000 en Français et 500 en Anglais sur le thème «stop aux violences faites aux femmes», 250 Tee-shirts et 200 casquettes. A travers cinq sessions de formation, 168 personnes dont 73 femmes ont été formées à l'utilisation du cahier d'animation. Ces dernières ont permis d'atteindre davantage de personnes car, de retour dans leurs localités, les personnes formées ont démultiplié la formation reçue. A titre d'exemple, on compte 22 séances de démultiplication et 10 causeries éducatives déjà organisées par les bénéficiaires de la formation.

De nombreuses activités «grand public» ont été menées, en l'occurrence : 10 conférences,

8 célébrations œcuméniques, 6 rencontres Prêtres- Pasteurs et Imams, 5 soirées culturelles, 3 causeries éducatives, 2 points de presse, 2 matchs des incollables, 02 rencontres avec les chefs traditionnels de la province de l'OUEST et du département de la MEZAM dans le Nord Ouest, 2 projections cinématographiques, une émission évasion, une table ronde, et une activité sportive dénommée *Course pour la paix*. L'organisation de ces activités a été possible grâce à 7 appuis apportés aux Comités Locaux d'Organisation de la Campagne Semaines Pascales dans les villes suivantes : Bafoussam, Bamenda, Nkongsamba, Douala, Yaoundé, Eséka et Ga-



*Trois des co-organisateur de la CSP*

*De la gauche vers la droite : Pierre TITI NWEL, Service National Justice et Paix de la Conférence Episcopale du Cameroun, Duplex KUENZOB Service Oecuménique pour la Paix et Cheikh Harouna OUMAROU, Conseil Supérieur Islamique du Cameroun*



*Leurs Majestés les Chefs Supérieurs de l'Ouest pendant la causerie sur le thème : «Traditions et violences faites aux femmes : dot et rites de veuvage» à la chefferie de Bafoussam*

roua. Au total, 5500 personnes ont été sensibilisées parmi lesquelles environ 3800 femmes.

Dans le cadre du suivi, nous avons dû répondre à plusieurs sollicitations à nous adressées et portant pour la plupart sur le thème de la CSP. Ainsi, à la demande du chef supérieur Bamendjida, 2 conférences ont été organisées sur le thème «Combattre les violences faites aux femmes» lors de l'Assemblée Générale des ressortissants des populations de cette localité. 2300 personnes ont été sensibilisées. Une table ronde et une causerie éducative ont été organisées respectivement à Yaoundé et à Bafoussam sur le thème « Violences faites aux femmes, que faire ? » au bénéfice du Comité Paroissial Justice et Paix de la Cathédrale Notre Dame des Victoires et de la Commission Justice, Paix et Sauvegarde de la Création de l'EEC de Tchitchap.



*Leurs Majestés les Chefs Supérieurs de la MEZAM dans le Nord-Ouest lors de la causerie sur le thème «Traditions et violences faites aux femmes : dot et rites de veuvage»*

Sous l'impulsion de ces deux structures basées à Yaoundé et à Bafoussam, 550 chrétiens ont échangé sur les solutions aux violences faites aux femmes dans les différentes couches de la société et se sont engagés, chacun à son niveau, à combattre ce mal qui empêche de nombreuses femmes de s'épanouir. 25 membres de la CJPC de Tchitchap ont sollicité et obtenu du CIPCRE une formation sur l'utilisation du cahier d'animation de la CSP 2004. Grâce aux connaissances acquises lors de cette formation, ils sont intervenus dans 12 cas de violences faites aux femmes.

### Chaîne de prière pour la paix

Nous avons organisé, deux sessions de formation visant à renforcer la capacité des membres des Commissions paroissiales Justice, Paix et Sauvegarde de la Création. La première formation sur les «Droits de l'Homme» a connu la participation de 25 membres dont 7 femmes. A l'issue de cette formation, un support de formation préparé pour la circonstance leur a été remis.

La deuxième formation s'est faite en collaboration avec le Service Œcuménique pour la Paix (Sep) : 40 membres des Commissions JPSC dont 7 femmes ont été formés sur le processus d'observation de l'élection présidentielle. A la suite de cette formation, nous avons demandé et obtenu du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation une accréditation pour l'observation de l'élection présidentielle. Quarante cinq (45) observateurs dont 5 formés grâce à la collaboration avec la Commission Justice et Paix du Diocèse de Bafoussam ont été déployés dans toute la province de l'Ouest pendant la période de la campagne et le jour du scrutin. A l'issue du travail d'observation électorale, un communiqué conjoint Sep-CIPCRE dans lequel les deux organisations ont exprimé leur position quant au déroulement de l'élection présidentielle, a été publié.

Nous avons également appuyé la coordination JPSC dans la gestion des conflits portés à sa connaissance. D'autres appuis pour l'organisation de 02 Assemblées Générales des Commissions paroissiales JPSC, de 02 campagnes de sensibilisation des populations sur les dangers liés à la consommation du poulet congelé, d'une campagne de prière pour la paix et de 02 campagnes de sensibilisation des croyants musulmans et chrétiens à s'inscrire sur des listes électorales ont été accordés. Grâce à l'appui reçu pour l'organisation des Assemblées Générales, la coordination JPSC





*Participants à la formation à l'utilisation du Cahier d'Animation à Garoua*

a pu produire les numéros 5 et 6 de la lettre d'information «Trait d'union».

Les activités réalisées nous ont permis d'obtenir l'adhésion de tous les prêtres, pasteurs et Imams de la ville de Bafoussam à la chaîne de prière pour la paix organisée à la veille de l'élection présidentielle. Dans toutes les mosquées, paroisses catholiques et protestantes ainsi que dans les groupes religieux organisés de la ville de Bafoussam, des sermons ont été dits et des rencontres de prières organisées sur le thème de la paix. A la même occasion, des milliers de croyants, chrétiens et musulmans ont été sensibilisés sur la nécessité de s'inscrire sur les listes électorales.

Environ 7 500 chrétiens et musulmans dans 16 paroisses et mosquées de la ville de Bafoussam ont été sensibilisés sur le danger que constitue la consommation des poulets congelés. Les séances de sensibilisation organisées à cet effet ont été rendues possibles grâce au dynamisme de la Coordination des Commissions JPSC. Les informations diffusées pendant la campagne de sensibilisation ont été relayées par la lettre d'information «Trait d'Union» dont la production a été multipliée par deux à cette occasion et qui a connu un succès important auprès du public.

### **La paix et la justice au-delà des barrières doctrinales**

Les jeunes des églises protestantes et catholiques membres de la jeunesse œcuménique pour Christ promeuvent non seulement l'unité au-delà de leurs confessions religieuses mais aussi la justice et la paix autour d'eux. C'est dans ce sens que nous avons apporté un appui financier à 7 membres de la JOX dont quatre jeunes filles pour participer à la session de formation sur l'utilisation du cahier d'animation

2004. Quinze membres dont 5 filles ont pris part à la formation des observateurs chrétiens des élections et ont effectivement observé l'élection présidentielle 2004 à Dschang. Trente tee-shirts et trente casquettes ont été remis à la JOX de Mbouda pour ses activités. Des appuis-conseils auprès de la JOX de Dschang lui ont permis d'organiser des tables-rondes et des conférences sur les violences faites aux femmes. Grâce à ces activités, près de 1300 jeunes des lycées, collèges et Université de Dschang ont été sensibilisés sur le thème de la Campagne Semaines Pascales 2004. Une Assemblée générale JOX a été organisée.

A l'occasion du congrès du Mouvement des Etudiants Protestants du Cameroun tenu en novembre à Buéa, un exposé a été présenté sur les différents thèmes déjà traités lors des CSP précédentes. Cette présentation a permis de sensibiliser les participants sur la nécessité de combattre toutes formes de violences et d'injustices en milieu étudiant. Les aumôneries protestantes universitaires ont intégré dans leur plan d'action 2005-2006 les activités en rapport avec les thèmes des Campagnes Semaines Pascales. La confrontation des acquis et des défis de la JOX lors d'un atelier d'évaluation a abouti à la proposition d'élaborer un projet de formation des jeunes à l'engagement social.



*L'Evêque de Bafoussam et le Pasteur Président de l'Eglise Evangélique du Cameroun se rendent à la célébration œcuménique de clôture des activités de la CSP à Bafoussam*

# Genre et développement

*L'approche genre reste pour nous une option fondamentale. L'équité sociale à l'avènement de laquelle nous nous battons ne peut se concevoir sans que les mêmes possibilités soient données à la jeune fille et au jeune garçon dans le choix du type d'étude et de formation ; sans que les femmes participent de façon égale avec les hommes aux processus de prise de décision ; sans un accès égal des femmes et des hommes aux ressources et à leur contrôle.*

## Besoins pratiques et intérêts stratégiques

Dans le cadre de l'appui aux besoins pratiques et aux intérêts stratégiques des femmes, nous avons apporté des appuis techniques et matériels aux groupes de femmes et aux groupes mixtes dans la province du Nord-Ouest du Cameroun, formé des femmes dans divers domaines de petits métiers, organisé des séances de sensibilisation sur le thème «*Genre et lutte contre la pauvreté*».

Les activités réalisées ont permis de renforcer les capacités de 86 personnes dont 27 hommes en techniques d'élevage des poulets de chair dans cette province. Environ 5800 poulets ont été produits et vendus par ces paysannes et paysans et leur ont permis de mobiliser des revenus additionnels. Une tontine a été créée par les femmes dans l'objectif de réaliser des ventes groupées et de faciliter l'ac-



*Femmes et hommes, membres à part entière de l'Union Madzong Kwanno(UMK) /Galim*

quisition des aliments. Les appuis apportés dans le cadre de ce projet ont servi de prétexte pour sensibiliser les bénéficiaires sur l'importance de l'intégration de l'approche genre dans la réussite des projets familiaux. Grâce aux appuis en formations aux femmes promotrices, les capacités de 22 femmes ont été renforcées dans les domaines de la couture sur mesure, du tricotage, de la broderie et de la pâtisserie.

## Un outil transversal

Dans l'objectif de consolider et promouvoir l'approche genre à l'intérieur du CIPCRE, la CGD a accompagné : le CIBLO lors de la réunion de suivi des activités de l'union UMOFAC, l'UPILD dans le cadre de deux projets réalisés par l'union Madzong Kwanno à Bati et à Galim, l'UFAS dans l'organisation de l'Assemblée Générale de la JOX. Elle a également apporté un appui à l'UPEEC pour l'animation des séances de sensibilisation sur l'approche genre au bénéfice des élèves du Lycée Technique de Bafoussam et du Lycée de Bamenda.

Au Bénin, il s'est agi de renforcer les connaissances et les capacités des partenaires à la base. A l'adresse des enseignants, une série de trois formations a eu lieu en février au profit de 68 enseignants dont 23 femmes. La méthodologie a consisté à mener un sondage sur les aspects à aborder lors de la session de perfectionnement, à développer l'approche GeD et les outils GeD en plénière, à traiter des exercices pratiques sur les outils et concepts GeD en ateliers en vue d'améliorer la connaissance des participant(e)s sur l'approche, ses outils et concepts. Un système de suivi participatif de la formation a été mis en place. Une animation avec les enseignants du Complexe

Sainte Véronique de Dangbo sur le thème **«Le Genre dans le développement du travailleur»** s'est tenue en mai 2004 sur sollicitation du personnel enseignant dudit complexe. Elle a connu la participation d'une vingtaine de personnes dont des enseignants, leurs épouses, les autorités locales. Une formation des membres des cellules CIPCRE-SU du Complexe Sainte Véronique de Dangbo et du Lycée Technique de Porto-Novo. Dans la première cellule, la formation a eu lieu en deux séries : une qui a concerné les nouveaux membres des cellules et une autre les anciens. Au Lycée Technique de Porto-Novo, la formation a regroupé en même temps les nouveaux et les anciens, compte tenu du faible taux de renouvellement des membres. Les dites formations ont touché au total 84 participants dont 26 de sexe féminin et 58 de sexe masculin.

Pour les artisans et leurs épouses, il a été organisé deux séries d'animation sur **«La perception de la femme»** et **«le processus de décision au sein du foyer»**. Ces animations se sont tenues respectivement en Juillet et Novembre. En décembre 2004, il a été organisé une évaluation en vue de capitaliser les effets et impacts de ces animations sur les relations artisans/épouses.

La CGD enfin procédé à un échange sur le GeD avec les partenaires de JPSC. Il s'est agi d'évaluer le niveau de connaissance des acteurs de l'Eglise baptiste SILOE de Porto-Novo sur le GeD, et de tenir avec eux une série de trois séances itinérantes.

Quant au renforcement des capacités des acteurs du CIPCRE-Bénin, il a été procédé à un échange avec le personnel et leurs partenaires sociaux sur le GeD. Cet échange a connu la participation de 21 personnes (16 adultes et 5 enfants) dont 10 de sexe féminin et a porté sur les concepts de rôle biologique et de rôle culturel. Les participants ont énuméré les difficultés rencontrées dans leur volonté de mettre en œuvre le GeD au sein de leur famille. L'échange de 2003 et les besoins de 2004 ont été évalués. Il s'en est suivi que certains ont mis en œuvre leurs encouragements tandis que d'autres les ont obligés.

L'intégration du GeD dans les activités a été également suivi. Le travail a consisté à faire un examen à priori des fiches techniques, à procéder au suivi de l'intégration des propositions de la CGD, à la tenue et à l'organisation des rencontres trimestrielles sur le GeD. Un guide d'animation en GeD a été élaboré sur la base des thèmes issus du rapport sur les représentations collectives des femmes en mi-

lieu Gùn qui a été élaboré par l'équipe de capitalisation du CIPCRE-Bénin. Un consultant a été commis pour concevoir des images sur 5 thèmes d'animation en GeD.

### Grand public

En vue de sensibiliser les organismes d'appui et l'opinion publique sur la promotion du genre, nous avons saisi les opportunités que nous ont offertes la Journée Internationale de la Femme et la Journée Internationale de la Femme Rurale pour organiser des causeries éducatives dans les villes de Bafoussam et de Bamenda ; réaliser deux émissions spéciales de SOS Environnement sur les thèmes de ces journées ; participer activement au défilé du 08 mars et organiser des séances de sensibilisation dans les villages Bamendjou, Bangang et Bandjoun.

Ces activités ont permis de sensibiliser un plus grand public sur la promotion du genre. Les personnes touchées par les causeries éducatives, les séances de sensibilisation dans les villages et la participation au défilé du 08 mars ont été estimées à plus de 2 500 âmes.

### Activités de réseaux

Nous avons poursuivi l'intermédiation financière dans le cadre du Programme Global pour l'Avancement des Femmes et l'Egalité de Genre. Ce programme a été développé par le Ministère de la Condition Féminine et financé par le PNUD. Au stade actuel du programme, 10 groupes d'initiatives communes et 41 promotrices isolées ont déjà bénéficié des crédits. Ce qui fait un total d'environ 140 personnes dont 80% de femmes. Le fonds en circulation est de 33,5 millions environ. Le taux de remboursement à ce jour est estimé à 70%. L'argent disponible dans le compte pour les prochains comités de crédit est de 26 millions environ. La principale difficulté demeure le plan de suivi qui n'est ni harmonisé, ni codifié.

Dans l'ensemble, les activités menées ont, malgré l'interruption de service observée par la responsable de la CGD pour cause de maladie, permis d'atteindre les objectifs et les résultats planifiés. Le forum de réflexion sur la gestion et le financement des activités économiques des femmes auquel nous avons participé à Yaoundé a contribué à améliorer nos compétences. Une bonne collaboration avec les autres unités opérationnelles et la Délégation Provinciale du Ministère de la Condition Féminine a été déterminante pour la réussite des activités.

# Nos stratégies et nos ressources

*Pour atteindre et maintenir le niveau de performance qui a été le nôtre tout au long de l'année, il nous a fallu déployer une stratégie managériale appropriée. En quoi consiste cette stratégie et quels en sont les éléments structurants ?*

## Accompagnement et suivi

Pour assurer la cohérence de l'ensemble vision – mission - domaines et stratégies d'intervention, nous avons mis un accent particulier sur le suivi et l'accompagnement des Directions Nationales. Aussi, avons-nous organisé au mois de mars à Bafoussam, la session ordinaire du Conseil d'Administration. Nous avons effectué huit (8) missions d'audit interne dont cinq (5) au CIPCRE-Cameroun, deux (2) au CIPCRE-Bénin et un (1) à Wagne.net. Nous avons accompagné le Cabinet d'Expertise Comptable Price Water House and Cooper dans la conduite de deux audits externes au Cameroun et au Bénin. Un inventaire de matériels et équipements a été organisé dans chaque Direction Nationale. Nous avons tenu les comptes et préparé les états financiers du CIPCRE et des projets DABAC et Lobbying. Nous avons enfin préparé les évaluations externes du CIPCRE-Bénin et du CIPCRE-Cameroun.

A la faveur de l'atelier sur l'avenir du CIPCRE, l'ensemble du personnel de la Direction Générale, du CIPCRE-Cameroun, de



*Le CIPCRE apporte son appui aux activités d'apiculture à l'Union ITFU à Belo (Nord-Ouest)*

WAGNE, les délégués du CIPCRE-Bénin, les membres du Conseil d'Administration et les représentants des partenaires du CIPCRE se sont retrouvés et ont échangé des informations importantes pour la mobilisation du CIPCRE autour de ses idéaux. A l'issue de la rencontre, un premier travail de synthèse a été rédigé avec pour titre : *Les chantiers majeurs de la redynamisation du CIPCRE*. Il comporte six axes : la redynamisation de la culture organisationnelle (1), la réforme du management du personnel (2), la réforme du management de matériel et financier (3), le réexamen du cadre de référence (4), le réexamen des méthodes d'intervention (5) et la vision des structures (6). Des groupes de travail ont été constitués autour de ces chantiers et il a été demandé à chaque groupe, sur la base du questionnaire de la pratique organisationnelle, d'élaborer des propositions de renforcement des acquis et de correction des écarts. C'est ainsi qu'au CIPCRE-Bénin comme au CIPCRE-Cameroun, nous avons suivi les différents chantiers de travail et animé l'expérimentation des différentes propositions. Johan Naron, membre du Conseil d'Administration, a participé pendant quelques jours, à cette dynamique.

## Management des ressources humaines

Dans le souci d'améliorer la performance au travail, nous avons : renforcé l'équipement des lignes téléphoniques inter-bureaux, réfectionné et systématisé la mise à jour trimestrielle de la photothèque et du babillard, réaménagé les cahiers des charges en les mettant en cohérence avec les objectifs opérationnels. Des rencontres d'évaluation des cahiers des charges avec les unités opérationnelles ont été organisées et l'Internet a été installé au bénéfice du personnel.



**Le Directeur Général félicite le Directeur National du CIPCRE-Bénin**

Des rencontres d'évaluation des cahiers des charges ont été réalisées avec l'appui du membre du Conseil d'Administration chargé du développement institutionnel. Elles ont permis de réfléchir sur l'adéquation entre les cahiers des charges du personnel et les activités planifiées au sein des unités.

En terme de renforcement des capacités, trois sessions de formation ont été organisées au profit de l'ensemble du personnel de la Direction Générale et du CIPCRE-Cameroun. Ces formations portaient sur *l'utilisation de l'Internet, la Pastorale de Développement et les Techniques de plaidoyer*. Plusieurs membres du personnel ont également participé aux formations organisées par d'autres organisations d'appui au développement. C'est le cas de la session de formation organisée par AGESFO sur *la planification, le suivi et l'évaluation des activités à Kribi* et des deux sessions organisées par le PACDDU respectivement sur *la Gestion administrative et la Gestion des déchets urbains à Bafoussam*.

Au Bénin ; il a été mis à la disposition de l'Unité CIPCRE-SU un collaborateur extérieur pour appuyer le Coordonnateur sur le terrain. Cependant, le Service Administratif assiste impuissant à l'insuffisance de ressources humaines au niveau de l'UPILD qui est obligée de solliciter les appuis des Coordonnateurs de la CECOM et de la CGD.

Quatre stagiaires (dont une Française) de profils divers ont été accueillis et encadrés. Ils ont été associés à plusieurs travaux pouvant répondre à leurs attentes.

Dans l'ensemble, les capacités du personnel ont été renforcées dans des domaines divers : le Responsable du Service Administratif et Financier a été formé sur quelques notions de gestion des ressources humaines par M. ADJOBO, Inspecteur du Travail ; le personnel (10 agents) a reçu une formation sur «marketing et gestion financière», animée par le cabinet AFRIQUE CONSEIL ; 6 agents ont été formés sur les techniques d'animation en éducation écologique ; le Responsable du Service Administratif et Financier et le Comptable ont été conseillés par le Cabinet GESURI sur la gestion financière et comptable ; la Coordinatrice de la Cellule Genre et Développement et le Coordonnateur de la Cellule de Communication ont pris part à une série de formations sur les techniques de planification et sur la gestion administrative et financière.

### **Communication, coopération et marketing**

Afin d'amener nos partenaires et l'opinion publique à découvrir et à comprendre les activités du CIPCRE-Cameroun, nous avons organisé la couverture médiatique de la Campagne Semaines Pascales, de la Journée Internationale de la Femme et de la Journée Mondiale de l'Environnement. Nous avons également coordonné la production de 05 documentaires sur les activités du CIPCRE-Cameroun et notamment sur les projets de promotion des plantes médicinales, d'apiculture et de production des pommes de terre. Ces documentaires ainsi que ceux produits dans les années antérieures ont été à plusieurs reprises diffusés sur les antennes de la CRTV-télé.

Plusieurs membres du personnel ont participé aux rencontres organisées par d'autres structures à l'instar de : la réunion du Comité Local de Concertation du PACDDU à Bafoussam ; l'atelier de lancement des activités du PADDL/OUEST à Bafoussam ; la réunion d'évaluation du DSRP organisée par le MINPAT à Bafoussam ; la réunion du Comité National de suivi du DABAC à Mfou ; l'atelier de mise en place de l'ACDIC à Bafoussam ; le séminaire atelier sur les mécanismes de financement des activités des femmes.

Dans le cadre de la prospection, nous avons engagé une discussion avec le WWF pour la réalisation conjointe d'un projet sur les forêts sacrées à l'Ouest. Nous avons signé et exécuté un contrat de service avec Enviro-Protect sur «*l'étude de faisabilité de la production et de la commercialisation du compost à partir des ordures ménagères à Maroua*»



*Siège du CIPCRE-Bénin (vue de derrière)*

Au Bénin, la collaboration avec les services publics et parapublics s'est concrétisée par la sollicitation du CIPCRE-Bénin pour l'élaboration des plans de Développement des Communes des Aguégoués, d'Adjarra et de Porto-Novo.

Le CIPCRE a pris part aux activités des réseaux suivants : le Groupe d'Action National du Bénin (GAN) dont il a été élu secrétaire ; le Partenariat National EAU (PNE) dont il est le Point Focal dans les Départements de l'Ouémé et du Plateau ; le Collectif National des ONG de Gestion des Déchets et d'Assainissement (CONOGEDA) dont il assure la présidence au niveau départemental.

A travers le Bureau National du Bénin, la coopération canadienne a, dans le cadre du Fonds Canadien pour les Initiatives Locales (FCIL), appuyé financièrement la construction d'un module de trois classes à l'Ecole Publique Primaire de Houlazounmè (Commune des Aguégoués).

### **Coordination des unités**

Au Bénin, la coordination s'est traduite par les points faits au cours des réunions de suivi notamment celles mensuelle, semestrielle et annuelle, les descentes sur le terrain du Directeur National puis les concertations sur des activités importantes au niveau de chaque entité. Ainsi, neuf (9) réunions mensuelles, 1 réunion semestrielle, 1 réunion d'évaluation annuelle du plan d'action 2004 et de planification des actions de 2005 ont été tenues ; des descentes ont été faites sur le terrain par le DN pour discuter avec les responsables des écoles partenaires de CIPCRE-SU sur l'évolution du partenariat. Elles sont fréquentes chez les ar-

tisans avec qui il est en contact permanent ; le Directeur Général et Johan Naron du CA ont effectué deux visites de suivi du CIPCRE-Bénin du 16 au 23 août, et du 21 au 25 octobre 2004. Ils en ont profité pour d'une part diriger les travaux des ateliers sur la pérennité du CIPCRE-Bénin et d'autre part procéder à l'inauguration du siège du CIPCRE-Bénin ; il a été organisé l'évaluation à mi-parcours. S'il est vrai que les évaluateurs n'ont pas douté des résultats obtenus sur le terrain, ils ont cependant relevé quelques faiblesses dans l'élaboration des documents de travail. Leurs recommandations ont été abondantes dans ce sens en vue d'une amélioration certaine.

Au Cameroun, nous avons organisé l'atelier annuel de planification des activités, l'atelier bilan semestriel d'appréciation des activités, trois rencontres trimestrielles de coordination et participé à la session annuelle du Conseil d'Administration du CIPCRE tenue en mars à Bafoussam. Nous avons également réalisé des visites des activités sur le terrain avec les différents coordinateurs des unités opérationnelles.

### **L'assemblée locale (AL) : la base sociale du CIPCRE**

L'Assemblée Locale s'est réunie deux fois au Bénin. Au cours de la première session en Janvier, il a été adopté le rapport d'activités 2003 et le plan d'action 2004. Des recommandations ont été faites à la Direction exécutive pour présenter un bilan financier complet de fin d'exercice. Un nouveau Bureau de deux membres a été mis en place pour diriger les destinées du CIPCRE-Bénin. L'Assemblée a aussi adopté d'initier un projet générateur de revenus relatif à l'élevage de poulets métis. Il a été convenu que les membres contribuent pour au moins une part égale à CFA 10 000. Un comité a été créé dans le sens de faire à l'Assemblée locale des propositions d'amendement des textes de base.

La deuxième session ordinaire s'est tenue le 07 août 2004. Elle a servi de cadre de restitution de l'atelier sur l'avenir du CIPCRE et de préparation de l'atelier sur la pérennisation du CIPCRE-Bénin. Une seule session extraordinaire s'est tenue le 11 décembre 2004 pour réfléchir sur les nouvelles attributions de l'Assemblée Locale.

Au Cameroun et après une période d'hibernation d'environ trois ans, l'A.L. redonne des signes de résurrection. C'est dans cette perspective qu'en synergie avec les unités opé-

rationnelles, nous avons mené au cours de cette année des réflexions en vue d'en relancer les activités. Ces réflexions ont abouti à l'organisation d'un atelier d'identification de potentiels membres. Au total, 88 personnes ont été retenues et proposées pour être invitées à la rencontre de relance de l'Assemblée Locale qui aura lieu en janvier 2005.

### Capacitation de la Société Civile

Nous avons contribué au renforcement des compétences des responsables religieux (partenaires du CIPCRE) dans l'analyse, la sensibilisation et l'action concrète face à des problèmes sociaux ou de développement à travers des activités de formation, notamment : la formation en «Pastorale de développement» pour les délégués de la Mission Evangélique Unie, Région Afrique (MEU-Afrique) à Mbouo du 26 au 28 avril et pour les Prêtres et Pasteurs, les responsables de programmes de développement toujours à Mbouo du 7 au 19 juin ; le séminaire de planification organisé à Maroua du 12 au 23 janvier au profit de l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC) dans le cadre de la relance et de la redynamisation de son Département de Développement et d'Action Sociale (DDAS) en partenariat avec Kerkinactie ; la conférence donnée à Yaoundé à l'occasion de la commémoration du Génocide rwandais le 5 avril ; le séminaire sur le thème «Eglise et transformation sociale» organisé à la demande des étudiants de l'Institut Théologique de Ndoungué en novembre ; la participation à l'animation du séminaire sur «Evangile et Développement Holistique» organisé à Kinshasa du 24 au 29 juin par le SECAAR.

Ces animations multiformes assurées pour



*Le Directeur National livre son allocution à l'occasion de l'inauguration du siège du CIPCRE-Bénin*

l'essentiel par le Pasteur Reto Gmünder, ont abouti à la publication d'un ouvrage, fruit de plusieurs années de travail acharné de ce théologien suisse au CIPCRE : *Evangile et Développement, rebâtir l'Afrique*.

Mais c'est surtout à travers la Campagne Semaines Pascales (CSP) que nous avons abattu un travail de lobbying remarqué auprès de nombreux chefs traditionnels, des autorités administratives, religieuses et judiciaires et d'éminents représentants de la classe intellectuelle camerounaise pour les engager à entrer de plain-pied dans la lutte contre les violences faites aux femmes. D'avril à juin, plus de 5 500 croyants et personnes de bonne volonté ont été mobilisés.

### Non à l'exploitation sexuelle des jeunes filles

Nous avons également saisi l'occasion des points de presse, des conférences, des tables-rondes et des célébrations œcuméniques pour commencer à rompre le silence qui couvre le drame des jeunes filles sexuellement exploitées. Cette action de sensibilisation a touché 7 villes au Cameroun : Bafoussam, Bamenda, Garoua, Yaoundé, Douala, Nkongsamba et Eséka.

L'attention des populations a été spécialement attirée sur ce phénomène à travers des reportages radio diffusés. Ici, il faut souligner que nous avons réalisé deux documentaires de 30 minutes chacun (dont une avec une interview du Dr. Johan Naron), que nous avons diffusés à 4 reprises dans notre tranche d'antenne «SOS-Environnement», une émission réalisée par le CIPCRE en collaboration avec la Cameroon Radio Television (CRTV), Station Provinciale de l'Ouest à Bafoussam. Des négociations sont en cours pour les diffuser sur les antennes de la CRTV des autres Provinces et des radios privées de Bafoussam, Douala et Yaoundé.

En même temps que nous nous menions un travail de sensibilisation, nous avons préparé une étude en vue de connaître les principaux réseaux et circuits d'exploitation sexuelle des jeunes filles au Cameroun et de collecter des données fiables en vue d'élaborer un projet de sensibilisation, d'éducation et de formation en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des jeunes filles.

L'étude, financée par notre partenaire hollandais SRTV, a été effectuée au courant du deuxième semestre 2004 par une structure

spécialisée dénommée Cameroon Society for Prevention of Child Abuse and Neglect (CASPCAN) basée à Yaoundé. Elle révèle que le phénomène de l'exploitation sexuelle des jeunes filles est réel et inquiétant au Cameroun, et touche 40% des jeunes de 9 à 20 ans. Les victimes viennent des familles nombreuses. Les mariages précoces et prescrits sont souvent à l'origine du départ des victimes de leur village. L'étude montre également que certains parents jouent malheureusement un rôle important dans ce drame. En effet, alors que certains instrumentalisent leurs enfants dans ce commerce odieux, d'autres par contre se taisent alors même qu'ils sont au courant de l'activité. Cette démission parentale est aggravée par la pauvreté sur laquelle viennent se greffer les violences domestiques et privées envers les enfants.

Elle montre aussi que l'exploitation sexuelle à des fins commerciales a surtout lieu dans les bars populaires, les gargotes, les restaurants, les alentours des grands hôtels et des établissements scolaires, les coins de rues de certaines axes fréquentés par une certaine élite, etc.

Forte de ces conclusions, l'étude a recommandé : la conscientisation sociale pour briser le silence qui entoure ce phénomène ; l'aménagement des espaces d'écoute des enfants au sein de la communauté ; l'éducation et la formation des parents, des enfants et des professionnels de l'enfance ; la réhabilitation des victimes ; le plaidoyer en faveur du renforcement et de l'application de la législation en matière d'exploitation sexuelle des enfants ; la mobilisation des communautés de foi (chrétiennes, musulmanes et traditionnelles en vue d'une guerre totale contre l'exploitation sexuelle des enfants).

Un autre versant de nos activités en faveur de la capacitation de la société civile a consisté à «faciliter la participation effective des organisations de la société civile camerounaise (OSC) au processus de l'initiative PPTE et de la lutte pour la justice et la paix» ont été à travers le projet Lobbying.

### Base de données

Pour connaître les processus PPTE/DSRP et les organisations de la société civile, nous avons initié des contacts avec le CCS/PPTE, le CTSE/DSRP, les ONG et les Ministères. Une base de données a été constituée. Elle compte une trentaine de personnes ressources susceptibles de soutenir et d'amplifier les

actions de plaidoyer du CIPCIRE en matière de gestion participative des populations et de développement durable ; ont été recensés une vingtaine de réseaux confessionnels et laïcs, une centaine d'organisations couvrant le territoire national et des médias travaillant pour/ avec la société civile camerounaise.

### Outils de lobbying et de plaidoyer

Nous avons mis sur pied un processus de-

vant permettre à toutes les OSC de disposer d'outils adéquats d'animation en matière de plaidoyer et de lobbying. A cet effet, quatre (4) séminaires ateliers ont été organisés et animés ; le premier, à l'intention du personnel du CIPCIRE afin de favori-



ser l'appropriation, par tout le personnel, des outils de plaidoyer et de lobbying ; le deuxième séminaire atelier a regroupé une vingtaine d'OSC afin d'instaurer des mécanismes d'animation du site Internet «Les chantiers de la société civile camerounaise» par tous les acteurs ; le troisième atelier, co-organisé avec RODEUR (Réseau des organisations d'accompagnement du développement urbain), a regroupé environ soixante (60) OSC afin de doter les acteurs du développement urbain d'outils, de techniques et de mécanismes efficaces pour mener le plaidoyer et le lobbying en faveur des populations pauvres des villes camerounaises, d'approfondir la réflexion sur le développement urbain et d'identifier les priorités sur lesquelles réaliser le plaidoyer et le lobbying ; le quatrième atelier a porté sur le renforcement des capacités de la société en matière de réseautage et des technologies de l'information et de la communication. Ce séminaire atelier a regroupé une centaine de représentants d'organismes divers à Yaoundé en décembre. Pour le deuxième comme pour le quatrième séminaire, Wagne.net a été mis à contribution. Une plaquette de présentation du projet Lobbying a été élaborée et mise à la disposition du public.



Un outil de communication dénommé «Passerelle» a été mis à la disposition des OSC, dans le souci de rendre la société civile camerounaise plus entreprenante. Deux numéros ont été publiés : le premier, consacré à la société civile, présente les vertus du lobbying et les initiatives de développement des OSC ; le second numéro, plus engagé, tire la sonnette d'alarme sur l'exploitation sexuelle des mineures. En consacrant toute cette édition à ce phénomène qui compromet près d'un million de jeunes filles chaque année au Cameroun, il était question, non seulement de rompre le silence, mais aussi d'engager le CIPCRE et toutes les OSC dans une logique d'information, d'échange et de lobbying.

La première mouture du guide du formateur en plaidoyer a été élaborée et servira d'outil de développement, pour les OSC, en matière de plaidoyer. En cours d'enrichissement, ce guide fera l'objet d'une large diffusion.

## Forum de discussion

Suite à la participation à un séminaire international organisé par ACDIC/SAILD en avril 2004 à Yaoundé sur les effets pervers de l'importation massive des poulets congelés, le projet Lobbying a créé et animé un forum de discussion à travers un appel à mobilisation des OSC camerounaises contre ce fléau économique. Les résultats de ce forum ont été mis à la disposition des OSC et exploités dans notre publication Passerelle.

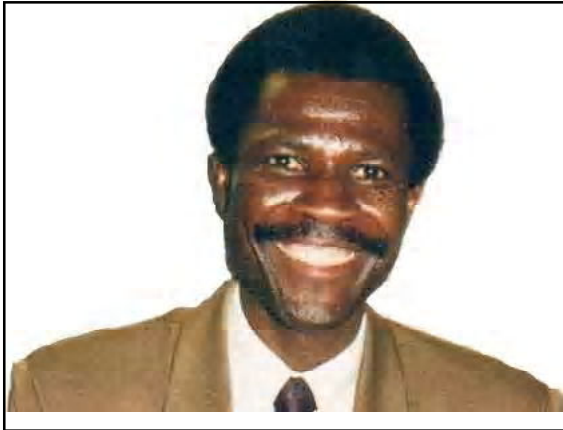
Pour mener à bien nos activités aussi bien au Bénin qu'au Cameroun, nous avons mobilisé une équipe de 42 personnes dont 14 femmes. Tous se sont, chacun en ce qui le concerne, acquittés de leurs tâches conformément à leurs cahiers des charges et avec détermination et abnégation.

Nous avons aussi mobilisé des ressources financières importantes qui se présentent ainsi qu'il suit :

Libellé	Recettes/revenus			Dépenses		
	DG+Cam	Bénin	Total	DG+Cam	Bénin	Total
Report au 1er janvier 2004	8 873 174	25 902 270	34 775 444			
Produits propres	18 105 525	12 944 437	31 049 962			
Versements contractuels						
- ICCO	118 985 920	0	118 985 920			
- EED	150 946 269	59 211 716	210 157 985			
- KERKINACTIE	19 678 710	0	19 678 710			
- CMC/AMA	14 988 040	0	14 988 040			
- CMBR	14 679 755	0	14 679 755			
- SRTV	13 116 766	0	13 116 766			
- Union Européenne	12 430 000	0	12 430 000			
- COE	2 027 134	0	2 027 134			
- MIVA	1 698 366	0	1 698 366			
Equipement				4 613 324	5 590 514	10 203 838
Frais de personnel				78 453 934	17 872 599	96 326 533
Frais administratifs				33 669 108	17 325 416	50 994 524
Frais de programmes				141 608 480	33 241 836	174 850 316
Projet aulacode (DABAC)				12 430 000	0	12 430 000
Projet WAGNE				89 517 007	0	
Projet Exploitation sexuelle des jeunes filles				13 116 766	0	
Projet Lobbying				16 378 121	0	
Autres activités (AL, AGÉFIB, Construction)				0	18 296 151	18 296 151
<b>Total dépenses</b>				<b>389 786 740</b>	<b>92 326 516</b>	<b>482 113 256</b>
<i>Solde au 31 décembre 04</i>				<i>-14 257 081</i>	<i>5 731 907</i>	<i>-8 525 174</i>
<b>TOTAL</b>	<b>375 529 659</b>	<b>98 058 423</b>	<b>473 588 082</b>	<b>375 529 659</b>	<b>98 058 423</b>	<b>473 588 082</b>

Les comptes du CIPCRE sont audités et certifiés par le Cabinet Price Waterhouse & Coopers, B.P. 1227 Douala, Cameroun

# Pour Conclure



*Pasteur Jean-Blaise KENMOGNE  
Directeur Général du CIPCRE*

Au sortir de l'année 2004, le sentiment général qui prévaut au sein du CIPCRE est celui du travail bien accompli. Au Cameroun comme au Bénin, la quasi-totalité des activités planifiées ont été réalisées, avec à la clé, des résultats encourageants et des effets de plus en plus visibles.

Au Cameroun, l'opération «Contrat vert» s'enracine dans les établissements scolaires que nous encadrons. Les GIC de compositeurs contribuent efficacement à l'assainissement de cinq quartiers de la ville de Bafoussam. L'action sociale du CIPCRE gagne du terrain avec le soutien actif d'autres organisations religieuses avec lesquelles nous travaillons en réseau pour faire reculer les fléaux qui minent notre société. Les organisations paysannes que nous accompagnons se structurent mieux et mettent en œuvre des réponses adaptées pour endiguer la pauvreté.

Au Bénin, le CIPCRE est sollicité pour l'élaboration des plans de Développement des Communes des Aguégus, d'Adjarra et de Porto-Novo. Il assure la présidence au niveau départemental, du collectif national des

ONG de gestion des déchets et d'assainissement (CONO GEDA). Il est le secrétaire du groupe d'Action National (GAN) du Bénin et le point focal du Partenariat National Eau (PNE) dans les départements de l'Ouémé et du Plateau. Les appuis multiformes apportés aux artisans leur ont permis de participer aux expositions à l'intérieur du Bénin et à l'extérieur, de concevoir des projets d'installation de boutiques de vente de leurs produits et de conquérir de nouveaux marchés.

Les résultats importants et pertinents enregistrés au Bénin et au Cameroun sont à inscrire dans la dynamique de la coordination et de la veille stratégique impulsée et entretenue par la Direction Générale. Grâce à un suivi constant des activités et à un système d'audit interne et externe, elle a été présente tout au long de l'année aux côtés des deux Directions Nationales du Projet Lobbying et de Wagne.net.

Mais l'action la plus importante que la Coordination aura conduite au cours de cette année est assurément l'organisation d'un atelier sur l'avenir du CIPCRE. Employés, partenaires sur le terrain, administrateurs et ONG sœurs ont pris part à ce forum dont les recommandations et résolutions ont été par la suite expérimentées. Déjà un nouveau cadre de Référence des Activités du CIPCRE a été élaboré à la lumière de ce processus de redynamisation. En filigrane, il se profile à l'horizon un nouveau CIPCRE avec une nouvelle configuration et de nouvelles méthodes d'intervention. Avec de telles armes, nous comptons, malgré le retrait de ICCO, effectif au 31 décembre, malgré une reprise laborieuse des activités de l'Assemblée Locale du CIPCRE-Cameroun et la difficulté à maîtriser notre plan de trésorerie du fait des virements tardifs de nos partenaires financiers, remporter de nouvelles victoires dans le champ du développement durable.

# **L**iste des abréviations

<b>ABE</b>	:	Agence Beninoise pour l'Environnement
<b>AVZ</b>	:	Agent de Vulgarisation de Zone
<b>CEDO</b>	:	Centre de Documentation
<b>CGD</b>	:	Cellule Genre et Développement
<b>CIBLO</b>	:	CIPCRE Bamenda Liaison Office
<b>CRS</b>	:	Cellule des Ressources et Stratégies
<b>CRTV</b>	:	Cameroon Radio Television
<b>CUB</b>	:	Commune Urbaine de Bafoussam
<b>DABAC</b>	:	Developpemnt des Alternatives au Braconnage en Afrique Centrale
<b>DSRP</b>	:	Document stratégique de Réduction de la Pauvreté
<b>ERE</b>	:	Education Relative à l'Environnement
<b>FASA</b>	:	Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles
<b>FOWIC</b>	:	Forum for Women's Information and Coordination
<b>GIC</b>	:	Groupe d'Initiative Commune
<b>INWEN</b>	:	German Foundation for Training
<b>IPPTE</b>	:	Initiative Pays Pauvres Très Endettés
<b>ITFU</b>	:	Ijim Tree Farmers Union
<b>JIF</b>	:	Journée Internationale de la Femme
<b>JME</b>	:	Journée Mondiale de l'Environnement
<b>JPSC</b>	:	Justice, Paix et Sauvegarde de la Création
<b>KEKUFAG</b>	:	Kedjom Ketinguh Union of Farming Groups
<b>KFU</b>	:	Kilum Farmers Union
<b>MFU</b>	:	Mbiame Farmers Union
<b>MIDENO</b>	:	North West Development Authority
<b>MIFU</b>	:	Mezam Integrated Farmers Union
<b>MINAGRI</b>	:	Ministère de l'Agriculture
<b>MINCOF</b>	:	Ministère de la Condition Féminine
<b>MINEPAT</b>	:	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
<b>NESA</b>	:	Network for Sustainable Agriculture
<b>NPMFS</b>	:	Night Paddock Manuring Farming System
<b>OM</b>	:	Ordures Ménagères
<b>OP</b>	:	Ogarnisation Paysanne
<b>PACDDU</b>	:	Programme d'Appui aux Capacités Décentralisées de Développement Urbain
<b>PADDL</b>	:	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
<b>RCA</b>	:	Regional College of Agriculture
<b>SOWEDA</b>	:	South West Development Authority
<b>UMK</b>	:	Union Madzong Kwanno
<b>UML</b>	:	Union Madzong La'a Zi zi
<b>UPEEC</b>	:	Unité de Promotion de l'Ecologie à l'Ecole
<b>UPILD</b>	:	Unité de Promotion des Initiatives Locale de Développement
<b>WWF</b>	:	World Wild Fund

# Le CIPCRE à votre service

Aujourd'hui, les cadres du CIPCRE interviennent comme formateurs ou consultants dans les domaines suivants :

## **EDUCATION RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT (ERE)**

- conception et production d'outils pédagogiques divers (dossiers pédagogiques, magazines, sketches, pièces de théâtre);
- diagnostic et suivi des plans d'action environnementaux en milieu scolaire;
- accompagnement des micro-projets scolaires;
- formation des élèves, des étudiants et des enseignants;
- intégration de l'ERE dans l'enseignement;
- conception et réalisation d'émissions radiophoniques;
- création, organisation et gestion d'un centre de documentation.

## **DEVELOPPEMENT DURABLE**

- compostage des ordures ménagères;
- assainissement du milieu urbain;
- culture, conservation et promotion des plantes médicinales;
- domestication des arbres fruitiers;
- conservation des eaux et du sol;
- création et gestion des forêts communautaires.

## **GENRE ET DEVELOPPEMENT**

- mise en place de politiques d'intégration du genre dans les organisations;

- planification, suivi-évaluation des projets selon le genre;
- élaboration d'outils de travail genre;
- réalisation de diagnostic genre;
- appui aux micro-réalisations tenant compte du genre;
- formation et sensibilisation des groupes et de l'opinion publique sur le genre.

## **JUSTICE ET PAIX**

- prévention et gestion des conflits;
- animation et formation en matière de justice et paix;
- appui aux groupes, aux initiatives œcuméniques et à la promotion du dialogue inter-religieux;
- élaboration et production d'outils d'éducation et de sensibilisation sur les fléaux sociaux;
- pastorale de développement;
- lobbying et plaidoyer.

## **MANAGEMENT OPERATIONNEL ET STRATEGIQUE DE PROJETS**

- montage et gestion de projets;
- études de faisabilité de projets de développement;
- planification, programmation, suivi et évaluation de projets;
- capitalisation des activités;
- étude et suivi de micro-crédits;
- analyse institutionnelle;
- développement organisationnel;
- création et gestion de sites web.



**CIPCRE**

### **DIRECTION GENERALE**

BP : 1256 Bafoussam  
Tel : (237) 344 62 67  
(237) 344 66 68  
Fax : (237) 344 66 69  
E-Mail : [cipcre.dg@cipcre.org](mailto:cipcre.dg@cipcre.org)

**CIPCRE-Cameroun :** BP 1256 Bafoussam  
Tel : (237) 344 62 67 / 344 66 68  
Fax : (237) 344 66 69  
E-Mail : [cipcre.cameroun@cipcre.org](mailto:cipcre.cameroun@cipcre.org)

**Bureau de Yaoundé :** BP : 15059 Yaoundé  
Tel : (237) 968 95 14  
Fax : (237) 223 27 09  
E-Mail : [cipcre.yaounde@cipcre.org](mailto:cipcre.yaounde@cipcre.org)

**CIPCRE-Bénin :** BP : 287 Porto-Novo  
Tel : (229) 22 22 49  
Fax : (229) 22 30 50  
E-Mail : [cipcre.benin@cipcre.org](mailto:cipcre.benin@cipcre.org)

**SITE WEB :** [www.cipcre.org](http://www.cipcre.org)